

EMMANUEL DREYER

*Professeur à l'École de droit de la Sorbonne
de l'Université de Paris 1*

emmanuel.dreyer@univ-paris1.fr

Liste des publications- plan :

I. - OUVRAGES

- A. - Droit pénal général, spécial, procédural
- B. - Droit de la presse et autres droits

II. - CHRONIQUES ET ÉTUDES

- A. - Droit pénal général, spécial, procédural
- B. - Sources du droit et droits fondamentaux
- C. - Droit de la communication et de l'internet
- D. - Droit civil des personnes et des biens
- E. - Droit de la propriété intellectuelle

III. - PARTICIPATIONS À DES OUVRAGES COLLECTIFS

- A. - Mélanges
- B. - Grands arrêts du droit des libertés fondamentales
 - C. - Précis de culture juridique
 - D. – Droit de l'intelligence artificielle
 - E. - Lamy Droit pénal des affaires
 - F. – Code de la Communication
 - G. - Répertoire pénal Dalloz
- H. - Dictionnaire des droits fondamentaux
- I. - Lamy social

IV. - FASCICULES AU JURIS-CLASSEUR

- A. - J.-Cl. *Pénal Code*
- B. - J.-Cl. *Pénal Lois annexes*
- C. - J.-Cl. *Communication*
- D. - J.-Cl. *Propriété littéraire et artistique*

V. - COMMENTAIRES D'ARRÊT

- A. - Droit pénal général, spécial, procédural
- B. - Sources du droit et droits fondamentaux
- C. - Droit de la communication et de l'internet
- D. - Droit des biens
- E. - Droit de la propriété intellectuelle

VI. - OBSERVATIONS SOUS ARRÊTS

- A. - JCP éd. G, chronique annuelle *Droit de la presse et des médias*
- B. - *Petites Affiches*, chronique trimestrielle de *Droit rural*,
- C. - RSC : chronique biannuelle de *Droit pénal de l'information et de la communication*
- D. - *Gazette du Palais*, chronique trimestrielle, *Droit pénal général et spécial*

VII. – Autres publications

- A. – Éditoriaux et coordination de dossiers thématiques (*Gazette du Palais*)
- B. – Publications en ligne (Blog du *Club des juristes*)

I. - OUVRAGES

A. - Droit pénal général, spécial, procédural

- 1) *Droit pénal spécial* : Lgdj, coll. « Manuel », 3^e éd., 2025, 1011 p. - 2^e éd., 2023, 957 p. - 2020, 874 p. – refonte de l'ouvrage précédemment publié chez Ellipse, coll. « Cours magistral », 3^e éd., 2016, 738 p. - 2^e éd., 2012, 732 p. – 1^{ère} éd., 2008, 697 p.
- 2) *Droit pénal général* : LexisNexis, coll. « manuel », 7^e éd., 2024, 1703 p. - 6^e éd., 2021, 1600 p. - 5^e éd., 2019, 1517 p. - 4^e éd., 2016, 1395 p. - 3^e éd., 2014, 1325 p. - 2^e éd., 2012, 1228 p. – 1^{ère} éd., 2010, 1132 p. – issu d'un cours publié, sous le même titre, chez : Flammarion, coll. « Champs-Université », 2006, 348 p.
- 3) *Procédure pénale* : LGDJ, coll. « cours », 3^e éd., 2023, 588 p. - 2^e éd., 2019, 498 p. - 1^{ère} éd., 2016, coécrit avec O. Mouysset, procureur de la République. - spécialement les passages consacrés à l'action civile (pp. 101-148), à l'instruction (pp. 183-322) et au jugement (p. 323-433).

B. - Droit de la presse et autres droits

- 4) *Droit de la communication* : LexisNexis, 2^e éd., 2022, 1290 p. - 1^{ère} éd., 2018, 1161 p.
- 5) *Responsabilités civile et pénale des médias* : LexisNexis, 3^e éd., 2012, 592 p. - 2^e éd., 2008, 555 p. et 1^{ère} éd., 2002, 454 p. (sous le titre *Droit à l'information*), avec une préface du Pr. J. Huet.
- 6) *Droit de la communication numérique* : LGDJ, coll. « manuel », 2011, 376 p., en collaboration avec le Pr. J. Huet.
- 7) *Traité de droit de la presse et des médias* : LexisNexis, 2009, codirigé avec les Pr. Beignier et de Lamy, 1419 p.
- 8) *Le lecteur, approches sociologique, économique et juridique* : L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2004, ouvrage collectif co-dirigé avec P. Le Floch, 268 p.
- 9) *Le dépôt légal, essai sur une garantie nécessaire au droit du public à l'information* : LGDJ, coll. « Bibl. droit privé », t. 371, 2003, avant-propos G. Cohen-Jonathan, préface B. Beignier, 473 p.

II. - CHRONIQUES ET ÉTUDES

A. - Droit pénal général, spécial, procédural

- 1) "Nature juridique de l'exception d'humanité en droit des étrangers" : *Gaz.Pal.*, 20 mai 2025, n°17, pp. 51-53.
- 2) "L'impact de la minorité sur la notion de viol" : *D.* 2025, pp. 834-841.
- 3) "Cours criminelles départementales et viol, une relation évidente ?" : *D.* 2025, p. 694-700.
- 4) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.* 2025, étude 4, pp. 5-13.
- 5) "La réaction à une interpellation perçue comme abusive" : *Gaz.Pal.*, 11 fév. 2025, n°5, pp. 48-51.
- 6) "Cosa rimane dello spirito dell'Illuminismo nel diritto penale francese?", in *Radici e prospettive illuministiche nei sistemi penali contemporanei*, Pacini Guiridica (Pisa), 2024, pp. 129-155.
- 7) "Sexe et relations structurellement inégalitaires" : *Gaz.Pal.*, 5 nov. 2024, n°36, pp. 44-46.
- 8) "Le harcèlement sexuel à plusieurs, une super-contravention d'outrage sexuel ?" : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2024, n°16, pp. 31-33.
- 9) "Les valeurs protégées dans le Code pénal, où donc ?" : *Lexbase* 26 mars 2024, pp. 48-51, N8726BZ9.
- 10) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.* 2024, étude 4, pp. 17-27.
- 11) "Les dispositions pénales de la loi du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre l'occupation illicite" : *Gaz.Pal.*, 28 nov. 2023, n°39, pp. 59-61.
- 12) "La responsabilité pénale du capitaine" : *Gaz.Pal.*, 5 sept. 2023, n°27, pp. 61-65.
- 13) "L'imputation en droit pénal de l'environnement" : *Gaz.Pal.*, 16 mai 2023, n°16, pp. 65-68.
- 14) "La responsabilité pénale de la personne morale dont l'organe est lui-même une personne morale" : *Gaz.Pal.*, 28 mars 2023, n°11, pp. 53-57.
- 15) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.* 2023, étude 4, pp. 16-22.
- 16) "La Convention EDH comme cause d'irresponsabilité pénale ?" : *D.* 2023, pp. 124-132.
- 17) "Pour une dépénalisation du droit de l'urbanisme !" : *Gaz. Pal.*, 29 nov. 2022, n°39, pp. 74-76.
- 18) "La nature juridique du débat d'intérêt général" : *Gaz.Pal.*, 6 sept. 2022, n°27, pp. 57-60.
- 19) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.* 2022, étude 4, pp. 20-24.
- 20) "Renforcement des sanctions dans la lutte contre la maltraitance à l'encontre des animaux domestiques" : *Gaz.Pal.*, 22 fév. 2022, n°6, pp. 42-44.
- 21) "Existe-t-il une conception pénale de la vie privée ?" : *Arch.pol.crim.* 2021, t. 43 : Espaces privés, pp. 47-56.

- 22) "De l'intelligence à la responsabilité artificielle, s'agissant des véhicules autonomes" : *Gaz.Pal.*, 7 déc. 2021, n°43, pp. 13-17.
- 23) "Des écodélits à la place d'un écocrime" : *Gaz.Pal.*, 23 nov. 2021, n°41, pp. 83-86.
- 24) "Gravité et théorie de la responsabilité pénale", in *Gravité et droit pénal*, Mare & Martin, 2021, pp. 139-147.
- 25) "Le droit pénal sécuritaire" : *D.* 2021, pp. 1973-1979.
- 26) "L'agression sexuelle sans violence, contrainte, menace ou surprise" : *Gaz.Pal.*, 31 août 2021, n°29, pp. 66-70.
- 27) "Retour sur la non-dénonciation d'infractions commises sur mineur ou personne vulnérable" : *Gaz.Pal.*, 11 mai 2021, n°18, pp. 74-77.
- 28) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.* 2021, étude 5, pp. 28-37.
- 29) "La création d'un risque pour la personne ou ses biens par la diffusion d'informations" : *Gaz.Pal.*, 16 fév. 2021, n°7, pp. 75-77.
- 30) "Covid 19, droit pénal et principe de précaution" : *Arch.phil.dr.* 2020, t. 62, pp. 365-372.
- 31) "Le lieu de l'atteinte à l'intimité de la vie privée" : *Gaz.Pal.*, 17 nov. 2020, n°40, pp. 84-86.
- 32) "Droit pénal et droits fondamentaux" : *Arch.pol.crim.* 2020, t. 42, varia, pp. 211-220.
- 33) "La justice pénale des mineurs : une aberrante justice ?" : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, pp. 84-86.
- 34) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.* 2020, étude 4, pp. 19-27.
- 35) "L'emprisonnement ferme, entre renouveau et déclin ? ", in *Quelles mutations pour la justice pénale du XXI^e siècle ?*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2020, pp. 205-216.
- 36) "Discriminations indirectes, regard du pénaliste" : *Dr. soc.* 2020, pp. 328-330.
- 37) "Faire et (y) penser" : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 72-75.
- 38) "Retour sur une éventuelle garantie pénale du principe de précaution" : *D.* 2020, pp. 159-164.
- 39) "Le stage comme peine après la loi de programmation du 23 mars 2019" : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, n°40, pp. 79-82.
- 40) "Contrôle de cassation et légalité pénale" : *Dr. pén.* 2019, étude 20, n°9, pp. 22-26.
- 41) "Premières observations sur les peines dans la loi du 23 mars 2019" : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, n°17, pp. 45-50.
- 42) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.* 2019, étude 4, pp. 36-43.
- 43) "La motivation et le contrôle de proportionnalité", in *La motivation de la peine* : Ceprisca, coll. Colloques, 2019, pp. 57-81.
- 44) "Lutte contre les fausses informations : le désaveu du droit pénal" : Lexbase Pénal, janv. 2019, pp. 27-33, n° N7135BXX
- 45) "Confiscation et proportionnalité" : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, n°38, pp. 73-77.
- 46) "Les discriminations à raison du sexe, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre en droit pénal" : *Les nouveaux P.A.S.C.*, vol. XXVIII, PUAM, 2018 pp. 101-114.
- 47) "La notion d'outrage" : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, n°16, pp. 74-76.
- 48) "La Cour de cassation contrôle-t-elle la motivation des peines par les juges du fond ?" : *Dr. pén.* 2018, étude 8, pp. 10-12.
- 49) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.* 2018, étude 4, pp. 19-26.
- 50) "Pourquoi motiver les peines ?" : *D.* 2018, chronique, pp. 576-582.
- 51) "La motivation des peines : quoi et comment ?" : *JCP G* 2018, étude 330, pp. 554-559.
- 52) "L'opportunité des incriminations dans la jurisprudence constitutionnelle" : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, n°36, pp. 68-69.
- 53) "Le droit pénal : droit de l'infraction ou droit du délinquant ?", in *Faut-il rethéoriser le droit pénal ?* : LexisNexis, 2017, pp. 135-141.
- 54) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale" : *Dr. pén.*, avril 2017, étude n°4.
- 55) "L'objet de la sanction pénale" : *D.* 2016, pp. 2583-2588.
- 56) "L'influence de la QPC en droit pénal", in *La QPC : une révolution inachevée ?* : Institut Varenne, coll. Colloques & essais, 2016, pp. 140-147.
- 57) "L'évolution du contrôle de cassation en matière pénale" : *Dr. pén.*, 2016, étude 24, pp. 9-13
- 58) "Irresponsabilité ou responsabilité pénale des personnes morales de droit public ?" : *JCP éd. G* 2016, étude 1256, pp. 2155-2161.
- 59) "Un contrôle de proportionnalité à la Cour de cassation ?" : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, n°34, pp. 67-70
- 60) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2016, étude n°4.
- 61) "Motivation de la peine, légalité et individualisation", *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, pp. 74-76.
- 62) "Fallait-il abolir les peines plancher ?", in *Faut-il « régénéraliser » le droit pénal ?* : LGDJ, coll. « GrandsColloques », 2015, pp. 195-212.
- 63) "L'autorité de la chose interprétée (approche comparée) ", in *Histoire et méthodes d'interprétation en droit criminel*, Dalloz, coll. « thèmes et commentaires », 2015, pp. 157-173
- 64) "Responsabilité pénale des personnes morales : question d'imputation ou d'imputabilité ?" : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, pp. 24-25.
- 65) "Droit pénal et principe de précaution", *D.* 2015, pp. 1912-1918.
- 66) "Les conflits de lois de prescription dans le temps", *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, pp. 31-35.

- 67) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2015, étude n°4.
- 68) "Les conditions mises au prononcé d'une contrainte pénale par la loi du 15 août 2014", *Gaz. Pal.*, 19-21 oct. 2014, pp. 17-20.
- 69) "Que reste-t-il du principe de responsabilité personnelle des personnes physiques ?", in *Le nouveau Code pénal, 20 ans après* : LGDJ, 2014, pp. 97-106
- 70) "Sur les fonctions respectives de l'amende et de la confiscation", *Gaz. Pal.*, 11-13 mai 2014, pp. 16-17.
- 71) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2014, étude n°4.
- 72) "La violence ou la ruse ?", *Gaz. Pal.*, 13-15 oct. 2013, pp. 6-8.
- 73) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2013, étude n°4, pp. 20-30.
- 74) "Commentaire des dispositions de la loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel", *Gaz. Pal.*, 26-27 oct. 2012, pp. 8-14.
- 75) "Droit pénal et droit européen des droits de l'homme", in *Droit pénal et autres branches du droit, regards croisés* : Cujas, coll. « actes et études », 2012, pp. 399-425.
- 76) "Que veut-on protéger au titre du harcèlement sexuel ?", *JCP* 2012, Libre propos 1057.
- 77) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2012, étude n°3, pp. 15-26.
- 78) "Les incidences de la jurisprudence récente du Conseil constitutionnel sur la peine", *Lamy Dr. aff.*, suppl. au n°63, sept. 2011, pp. 39-42.
- 79) "La philosophie extrapénale du droit pénal", in *Questions de droit pénal* : L'Harmattan, coll. « Champs libres », n°8, dir. J.-J. Sueur et G. Dorvaux, pp. 217-244.
- 80) "Le Conseil constitutionnel et la 'matière' pénale" : *JCP* 2011, 976, pp. 1614-1621.
- 81) "La clémence et le droit pénal", in *La clémence et le droit* : Economica, coll. « études juridiques », t. 38, 2011, dir. J.-M. Jude, pp. 45-62.
- 82) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2011, étude n°3, pp. 19-31.
- 83) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2010, étude n°3, pp. 27-39.
- 84) "Notations sur l'éclatement des circonstances aggravantes", in *La réforme du Code pénal et du Code de procédure pénale* : Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2009, dir. Malabat-de Lamy-Giacopelli, pp. 63-70.
- 85) "La contribution de la jurisprudence européenne à l'évolution du droit pénal et de la procédure pénale en France depuis 1998", in *La France et la Cour EDH, 1998-2008* : Bruylant, Bruxelles, coll. « Credho », 2009, pp. 189-221.
- 86) "Un an de droit de la Convention EDH en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2009, étude n°4, pp. 16-26.
- 87) "A quoi sert le réexamen des décisions pénales après condamnation à Strasbourg ?", *D.*, 2008, chron., pp. 1705-1708.
- 88) "La médiation pénale, un objet juridique mal identifié", *JCP* 2008, I, 131, pp. 21-26.
- 89) "Un an de droit européen en matière pénale", *Dr. pén.*, avril 2008, étude n°3, pp. 32-37.
- 90) "Sécurité juridique et droit pénal économique", in *Sécurité juridique et droit économique* : Larcier, Bruxelles, 2007, dir. L. Boy, J.-B. Racine et F. Siirainen, pp. 381-448.
- 91) "Causalité civile et pénale", in *Les distorsions du lien de causalité en droit de la responsabilité* : Lamy Droit civil, suppl. au n°40, juill.-août 2007, pp. 35-38.
- 92) "Le temps de la récidive et le juge de la loi (à propos des deux arrêts européens *Achour c. France*)", *RTDH* 2007/71, pp. 733-756.
- 93) "La causalité directe de l'infraction", *Dr. pén.* juin 2007, étude n°9, pp. 5-11
- 94) "La sécurité juridique et le droit pénal économique", *Dr. pén.* déc. 2006, étude n°20, pp. 5-8.
- 95) "L'imputation des infractions aux règles d'hygiène et de sécurité", *Rev. sc. crim.*, n°2004/4, pp. 813-826.
- 96) "Les pouvoirs délégués afin d'exonérer pénalement le chef d'entreprise", *D.*, 2004, pp. 937-943.
- 97) "L'entrave aux libertés publiques, une incrimination dangereuse ?", *D.*, 2004, chron., pp. 716-720 (cosignée avec C. Rojinsky).

B. - Sources du droit et droits fondamentaux

- 98) "La place de la chambre criminelle dans la réforme de la Cour de cassation", in *Réformer la Cour de cassation, le projet de réforme en débat*, Irjs éd., coll. Bibl. Irjs, t. 106, 2019, pp. 45-52.
- 99) "Fermeture des lieux de culte appelant au djihad", *Gaz. Pal.*, 23 janv. 2018, n°3, pp. 78-81.
- 100) "La main invisible de la Cour de cassation", *D.* 2016, point de vue, pp. 2473-2474.
- 101) "Le filtrage des pourvois ou la tentation pour la Cour de cassation d'agir en cour suprême", *Gaz. Pal.*, 12-13 juin 2015, pp. 6-8.
- 102) "Les restrictions administratives à la liberté d'aller et de venir des personnes suspectées de terrorisme", *Gaz. Pal.*, 22-24 fév. 2015, pp. 22-26.
- 103) "La réversibilité des droits de l'homme dans le domaine économique", in *Droit économique et droits de l'homme* : Larcier, Bruxelles, 2009, dir. L. Boy, J.-B. Racine et F. Siirainen, pp. 205-244.

- 104) "Observations sur quelques applications récentes de l'article 10 de la Convention européenne", *RTDH* 2007/71, pp. 615-640.
- 105) "Du caractère fondamental de certains droits", *RRJ-Droit prospectif*, PU Aix-Marseille, 2006/2, pp. 551-580.
- 106) "La fonction des droits fondamentaux dans l'ordre juridique", *D.* 2006, pp. 748-754.
- 107) "L'assimilation par le Juge judiciaire de la Convention européenne des droits de l'homme", *RRJ-Droit prospectif*, PU Aix-Marseille, 2004/2, pp. 861-901.
- 108) "Légitimité de l'information par l'image", *Légipresse* n°209-II, mars 2004, pp. 31-35.
- 109) "Du lecteur alibi, réflexion sur les multiples fondements du droit à l'information", in *Le lecteur*, ouvrage collectif précité, pp. 221-267.

C. - Droit de la communication et de l'internet

- 1) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2025, pp. 125-134.
- 2) "Reprise en main administrative des contenus pornographiques accessibles aux mineurs sur internet", *Légipresse* 2024, pp. 472-479.
- 3) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2024, pp. 136-145.
- 4) "Les instruments de lutte contre la manipulation de l'information par une puissance étrangère" : *Rev. dr. pub.*, 2023/6, pp. 1441-1449.
- 5) "Soustraction de données et droit pénal", in *L'émergence d'un droit des données*, dir. J.-M. Bruguière, Dalloz, coll. T & C, 2023, pp. 121-126.
- 6) "Prospective sur la situation du journaliste, tiers à la procédure après la décision QPC 2022-1021" : *Gaz. Pal.*, 14 fév. 2023, n°5, pp. 68-72.
- 7) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2023, pp. 137-146.
- 8) "Règlement sur les services numériques (DSA) : premiers éléments de présentation", *Légipresse* 2022, pp. 601-613.
- 9) "Adaptation du droit interne au règlement européen sur le retrait de la propagande terroriste en ligne", *JCP G* 2022, *Aperçu rapide*, 955, pp. 1550-1553.
- 10) "La classification des films lors de leur passage à la télévision", *Légipresse* 2022, pp. 441-448.
- 11) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2022, pp. 189-198.
- 12) "Précisions sur le contrôle par le CSA de l'accès des mineurs aux sites pornographiques" : *Légipresse* 2021, pp. 618-622.
- 13) "Lutte contre les discours de haine et les contenus illicites en ligne dans la loi du 24 août 2021 : de nouvelles obligations pour les plateformes sous le contrôle du CSA" : *Légipresse* 2021, pp. 470-480.
- 14) "Présentation rapide du Règlement (UE) 2021/784 du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne", *Dalloz IP/IT* 2021, pp. 527-530.
- 15) "L'apport de la loi confortant le respect des principes de la République au droit de la communication", *JCP G* 2021, 890, pp. 1570-1573.
- 16) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2021, pp. 197-206.
- 17) "La censure de la loi Avia par le Conseil constitutionnel", *Légipresse* 2020, pp. 412-418.
- 18) "Présentation de la proposition de loi Avia", *Légipresse* 2020, Hors série 1, pp. 13-28.
- 19) "Les dispositions rescapées de la loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet", *JCP G* 2020, *Aperçus rapides*, 882.
- 20) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2020, pp. 237-251.
- 21) "La diffamation saisie par les juges français", in *La diffamation saisie par les juges en Europe*, Pédone, coll. Cahiers européens, n°12, 2019, pp. 53-61.
- 22) "Lutte contre la haine en ligne : les apports de la loi Égalité et citoyenneté du 27 janv. 2017", *Légipresse* 2019-1, hors série 61, pp. 23-32.
- 23) "Fausse bonne nouvelle : la loi du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information", *Légipresse* janv. 2019, pp. 19-33 et *Légicom* 2019/1, n°60, pp. 75-95.
- 24) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2019, pp. 216-227.
- 25) "La vie privée, propos conclusifs et prospectifs" : *Justice et cassation* 2018, pp. 119-141.
- 26) "Le journaliste, acteur de la justice ?", *Légipresse* mars 2018, n°358, pp. 138-142.
- 27) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2018, pp. 208-217.
- 28) "Durcissement des poursuites en matière de provocation, diffamation et injure non publiques à caractère raciste et discriminatoire" : *Légipresse* oct. 2017, pp. 506-508.
- 29) "La requalification d'un propos ségrégationniste en matière de presse", *Gaz. Pal.*, 25 avril 2017, n°16, pp. 83-86.
- 30) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2017, pp. 181-190.

- 31) "L'opportunité d'une sortie des infractions de presse de la loi du 29 juillet 1881 au regard d'un exemple précis : le cas des délits de provocation et apologie du terrorisme", in *La réécriture de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, une nécessité ?* : LGDJ, coll. GrandsColloques, 2016, pp. 37-49.
- 32) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2016, pp. 277-286.
- 33) "Le blocage de l'accès aux sites terroristes ou pédopornographiques", *JCP* éd. G 2015, étude 423, pp. 685-690.
- 34) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2015, pp. 342-351.
- 35) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2014, pp. 508-517.
- 36) "L'appréciation des conditions de forme par le juge civil en matière de presse", in *La régulation par le juge de l'accès au prétoire* : Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2013, pp. 119-129.
- 37) "Responsabilités civile et pénale et droit de la presse" : *Resp. civ. et ass.*, mai 2013, étude 33, pp. 49-52.
- 38) "Sur la prescription des infractions de presse commises avec un mobile discriminatoire" : *Gaz. Pal.*, 8-11 mai 2013, pp. 19-20.
- 39) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2013, pp. 457-467.
- 40) "Les nouvelles responsabilités sur internet", *AJ pén.* 2013, pp. 15-18.
- 41) "L'accès au juge civil en matière de presse", *Légipresse* fév. 2012, n°291, pp. 83-89 et in *L'accès au juge, recherche sur l'effectivité d'un droit* : Bruylant, 2013, pp. 735-749.
- 42) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2012, pp. 765-774.
- 43) "La notion de publication en droit pénal de la presse", in *Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice*, n°1 : Cujas, 2011, pp. 147-169.
- 44) "Panorama : droit de la presse et droits de la personnalité", *D.* 2011, pp. 780-792.
- 45) "Où va la Cour de cassation en matière de presse ?", *JCP* 2010, Libre propos, 833, pp. 1546-1548.
- 46) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2010, pp. 14-22.
- 47) "Les infractions de presse", chronique d'actualité (janv. – déc. 2009), *Légipresse*, mars 2010, n°269-II, pp. 29-26.
- 48) "La lutte contre les propos racistes et révisionnistes", in *Les médias et l'Europe* : Larcier, Bruxelles, coll. « Europe(s) », 2009, dir. P. Auvret, pp. 143-157.
- 49) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2009, pp. 17-24.
- 50) "Les infractions de presse", chronique d'actualité (janv. – déc. 2008), *Légipresse*, mars 2009, n°259-II, pp. 19-28.
- 51) "La faute lucrative des médias, prétexte à une réflexion sur la peine privée", *JCP* 2008, I, 201, pp. 22-26.
- 52) "L'auteur de l'infraction de presse : auteur naturel ou artificiel ?", *Dr. pén.* 2008, étude 18, pp. 27-30.
- 53) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2008, pp. 15-23.
- 54) "L'amateur sur Internet, ou le blog rattrapé par le droit..." : *Légicom* n°41, 2008/1, pp. 17-34.
- 55) "Les infractions de presse", chronique d'actualité (janv. – déc. 2007), *Légipresse*, mars 2008, n°249-II, pp. 40-44.
- 56) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2007, pp. 22-27.
- 57) "La perversion du référé en matière de presse", *JCP* 2007, I, 171, pp. 13-17.
- 58) "Les infractions de presse", chronique d'actualité (sept. 2005 – nov. 2006), *Légipresse*, mars 2007, n°239-II, pp. 32-36.
- 59) "Restaurer le contrôle des publications étrangères", *JCP* 2006, I, 174, pp. 1829-1833.
- 60) "Un an de droit de la publicité", chronique d'actualité législative et jurisprudentielle n°7, *Comm. com. électr.* Juill.-août 2006, pp. 22-25.
- 61) "La prescription des infractions commises par les médias", *AJ Pénal*, n°7-8/2006, pp. 294-295.
- 62) "Commentaire de l'article 65-3 de la loi du 29 juillet 1881", in *Le droit de la presse : une spécialité légitime ou dépassée ?* : *Légicom* n°35, 2006/1, pp. 107-116.
- 63) "Disparition de la responsabilité civile en matière de presse", *D.* 2006, pp. 1337-1342.
- 64) "La responsabilité des internautes et éditeurs de sites à l'aune de la loi pour la confiance dans l'économie numérique", *Légipresse* n°214-II, sept. 2004, pp. 91-99.
- 65) "Interrogations sur la responsabilité pénale des fournisseurs d'hébergement", *Légipresse* n°212-I, juin 2004, pp. 89-90.
- 66) "La protection des mineurs accédant à l'Internet : adopter la loi française comme modèle ?", *RTDH* avril 2003, n°54, pp. 581-625.
- 67) "Le fondement de la prohibition des discours racistes en France", *Légipresse* n°199-II, mars 2003, pp. 19-25.
- 68) "Internet : quelle responsabilité pour les moteurs de recherche et les systèmes de navigation ?", *Les Echos*, 16 octobre 1997, p.61.

D. - Droit civil des personnes et des biens

- 69) "Propos critiques sur l'amende civile", in *Flexibles notions – La responsabilité civile* : Ed. Panthéon-Assas, coll. 2020, Colloques, pp. 163-172.
- 70) "L'amende civile concurrente de l'amende pénale ?", *JCP E* 2017, étude 1344, pp. 31-36.
- 71) "La sanction de la faute lucrative par l'amende civile", *D.* 2017, pp. 1136-1142.
- 72) "Enchères en ligne : courtage et responsabilités", in *L'art en mouvement : Mare & Martin* éd., 2013, pp. 113-129.
- 73) "La dignité opposée à la personne", *D.* 2008, pp. 2730-2737.
- 74) "La dignité des personnes âgées", in *Droit et vieillissement de la personne*, Litec, coll. « Colloques & débats », 2008, pp. 31-60.
- 75) "L'énigme du trouble anormal causé par l'image d'une chose", *Comm.com.électr.* sept. 2006, chron. n°20, pp. 13-16.
- 76) "Le respect de la vie privée, objet d'un droit fondamental", *Comm.com.électr.* mai 2005, chron. n°18, pp. 21-26.
- 77) "Les mutations du concept juridique de dignité", *RRJ-Droit prospectif*, PU Aix-Marseille, 2005-1, pp. 19-44.
- 78) "Pitié pour le Code civil ! (au sujet d'une proposition de loi 'visant à donner un cadre juridique au droit à l'image et à concilier ce dernier avec la liberté d'expression')", *Petites affiches*, 6 mai 2004, n°91, pp. 3-4.

E. - Droit de la propriété intellectuelle

- 79) "Propriétés intellectuelles : prendre (enfin) le droit pénal au sérieux", *D.* 2015, point de vue, p. 1164-1165.
- 80) "Les hésitations du droit pénal à l'égard du plagiat", in *Le plagiat de la recherche scientifique*, dir. G.-J. Guglielmi et G. Koubi : LGDJ, 2012, pp. 187-194.
- 81) "La liberté d'expression comme 'droit' concurrent", in *La propriété littéraire et artistique en quête de sens : RLDI* n°1635, mai 2009, pp. 29-33.
- 82) "Les nouvelles incriminations... Retour sur cinquante ans de droit pénal d'auteur", in *Cinquante ans de droit d'auteur : Petites affiches* n°244, 6 déc. 2007, pp. 52-67.
- 83) "La protection pénale du droit moral de l'auteur", *Comm.com.électr.*, sept. 2007, étude n°20, pp. 14-17.
- 84) "Liberté de communication et droit d'auteur", *Revue Lamy - droit de l'immatériel (RLDI)*, mars 2007, étude n°842, pp. 30-41.
- 85) "Pour une contraventionnalisation des échanges illégaux de pair à pair", *Rev. sc. crim.* 2007/1, pp. 57-71.
- 86) "La réforme du dépôt légal", *Comm.com.électr.* nov. 2006, dossier spécial : Loi du 1^{er} août 2006, DADVSI, étude n°32, pp. 35-37.
- 87) "Brèves observations sur le projet de réforme du dépôt légal", *Légipresse* n°223-I, juill. 2005, pp. 113-114.
- 88) "L'information par l'image et le droit d'auteur", *Comm.com.électr.* mars 2004, étude n°6, pp. 8-11.
- 89) "Le logiciel : une nouvelle œuvre collective ?", *Expertises* n°223, février 1999, pp.26-28.
- 90) "Lésion et rémunération forfaitaire de l'auteur", *RDPI* n°76, juin 1997, pp.44-50 et *Gazette du Palais*, 13-14 février 1998, pp.12-16.
- 91) "Les musées saisis par le droit", *Lettre des juristes d'affaires*, 20 avril 1998, n°407, pp.1-2.
- 92) "Multimédia: situation des ayants droit d'œuvres préexistantes", *Expertises*, oct.1996, pp.356-361.
- 93) "Exploitation et protection des œuvres cinématographiques en France et aux Etats-Unis", *Légipresse*, mai 1996, n°131-II, pp.48-53.
- 94) "Dépôt légal et droit d'auteur/Le problème de la consultation des documents déposés", *Les Petites Affiches*, 16 décembre 1994, n°150, pp. 15-19.
- 95) "Le document: enfin un critère général d'assujettissement à l'obligation de dépôt légal ?", *Gazette du Palais*, 13 septembre 1995, n°256, pp.8-11.
- 96) "La réforme du dépôt légal/Premier bilan", *Revue de la recherche juridique/Droit prospectif*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1995-1, n°60, pp.61-97 et 1995-2, n°61, pp.511-567.

III. - PARTICIPATIONS À DES OUVRAGES COLLECTIFS

A. - Mélanges

- 1) "Fiscalité et défense de la liberté d'expression", in *Mélanges Ph. Néau-Leduc* : LGDJ, 2018, pp. 419-426.
- 2) "Existerait-il une méta-légalité en droit pénal ?", in *Mélanges J-F. Seuric* : Presses universitaires de Nancy, 2018, pp. 95-107.
- 3) "Un droit de la communication existe-t-il ?", in *Mélanges J. Huet* : LGDJ-Lextenso, 2017, pp. 147-160.

- 4) "Quels droits de l'homme au fondement du droit pénal ? ", in *Liber amicorum R. Koering-Joulin*, Anthémis, coll. « droit et justice », t. 110, 2014, pp. 177-203.
- 5) "La politique criminelle de la Cour de cassation, ou le moyen pour le juge suprême d'exister hors la loi", in *Mélanges Ch. Lazerges* : Dalloz, 2014, pp. 177-190.
- 6) "La loi pénale applicable à la contrefaçon", in *Mélanges A. Lucas* : LexisNexis, 2014, pp. 251-262.
- 7) "Autrui en matière pénale", in *Mélanges J. Sainte-Rose* : Bruylant, 2012, pp. 431-450.
- 8) "La subsidiarité du droit pénal", in *Mélanges J.-H. Robert* : LexisNexis, 2012, pp. 247-263.
- 9) "La Cour de cassation et l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme", in *Mélanges G. Cohen-Jonathan* : Bruylant, Bruxelles, 2004, pp. 677-706.

B. - Grands arrêts du droit des libertés fondamentales

(dir. X. Dupré de Boulois : *Dalloz* 2017, 1^{ère} éd., 2019, 2^e éd., 3^e éd., 2021, 4^e éd., 2023) :
partie VI, consacrée au droit pénal :

- 1) Crim., 14 janv. 1876 : rétroactivité *in mitius*
- 2) Crim., 13 déc. 1956 : responsabilité morale (imputabilité)
- 3) CEDH, 8 juin 1976 : matière pénale (critères de définition)
- 4) Crim., 5 déc. 1978 : droits de la défense
- 5) Crim. 1^{er} fév. 1990 : liberté sexuelle entre époux
- 6) Crim., 6 avril 1994 : principe de faveur
- 7) Ass.plén., 12 juill. 2000 : application civile de la loi sur la presse
- 8) Crim., 13 mars 2001 : Interdiction du territoire
- 9) Crim., 11 mai 2004 : justification d'un vol par les droits de la défense
- 10) Crim., 7 mai 2010 : peines accessoires et individualisation
- 11) Crim., 15 avril 2011 : droits de la personne gardée à vue
- 12) Crim., 29 fév. 2012 : exigence constitutionnelle de légalité
- 13) Crim., 5 fév. 2013 : normativité de la qualification pénale de la traite négrière
- 14) Crim., 13 sept. 2017 : *ne bis in idem* et proportionnalité

C. - Précis de culture juridique

(dir. F.-X. Lucas et Th. Revet : LGDJ)

- Droit à la sûreté : mise à jour annuelle (depuis 2017).

D. - Droit de l'intelligence artificielle

(dir. A. Bensamoun et G. Loiseau : LGDJ, Coll. « Les intégrales », n°15, 1^{ère} éd., 2019 ; 2^e éd. 2022)

- Intelligence artificielle et droit pénal : pp. 255-283

E. - Lamy Droit pénal des affaires

(mise à jour annuelle)

- Chapitre consacré aux atteintes aux systèmes de traitement informatisé de données (fraude informatique) : pp. 231-239, n°729-754.

F. - Code de la Communication (Dalloz)

(direction scientifique du Code annoté et commenté)

Mise à jour trimestrielle, publication annuelle

Rédaction des rubriques suivantes :

- Aide de l'Etat à la presse,
- Distribution de la presse,
- Entreprises de presse,
- Prix unique du livre
- Publications destinées à la jeunesse
- Publicité

- Statut du journaliste.

G. - Répertoire pénal Dalloz

- Rubrique "Injures publiques et injures non publiques", juin 2023, 48 p.
- Rubrique "Apologie publique de certaines infractions", janv. 2021, 17 p.
- Rubrique "Droits de réponse (refus d'insérer)", janv. 2021, 16 p.

H. - Dictionnaire des droits fondamentaux (dir. D. Chagnollaude et G. Drago : Dalloz 2006)

- Droits fondamentaux et dignité : pp. 249-261.
- Droits fondamentaux et vie privée : pp. 726-739.

I. - Lamy social (mise à jour annuelle)

- Chapitre consacré à la « Responsabilité pénale du chef d'entreprise » : pp. 521-536, n°1074-1111.

IV. - FASCICULES AU JURIS-CLASSEUR

A. - J.-Cl. Pénal Code

- 1) "Diffamation et injure non publique, avec ou sans caractère racial", Art. R. 621-1 et -2, R. 625-8 : fasc. 20, mars 2024, 45 p.
- 2) "Provocation, diffamation et injure non publiques à la discrimination, à la haine ou à la violence", Art. R. 625-7 à 625-8-2 : fasc. 20, mai 2021, 32 p.
- 3) "Corruption active et trafic d'influence commis par des particuliers", Art 433-1 et 433-2 : fasc. 20, mars 2019, 12 p.
- 4) "Corruption passive et trafic d'influence commis par des personnes exerçant une fonction publique", Art 432-11 : fasc. 20, mars 2019, 17 p.
- 5) "Corruption et trafic d'influence des autorités judiciaires", Art. 434-9 et 434-9-1 : fasc. 20, mars 2018, 12 p.
- 6) "Atteintes à l'administration publique et à l'action de la justice des communautés européennes, des États membres de l'Union européenne, des autres États étrangers et des autres organisations internationales publiques", Art. 435-1 à 435-15 : fasc. 20, mars 2018, 21 p.

B. - J.-Cl. Pénal Lois annexes

- 7) "Diffamations et injures publiques spéciales", V° Presse, Fascs. 100, 5/2024, 39 p.
- 8) "Contrefaçon littéraire et artistique – Éléments constitutifs – sanctions", Fasc. 20, 4/2024, 44 p.
- 9) "Diffamation publique : généralités", V° Presse, Fasc. 80, 3/2022, 53 p.
- 10) "Contrefaçon littéraire et artistique – Preuve – Faits justificatifs", Fasc. 30, 4/2019, 34 p.
- 11) "Publications destinées à la jeunesse", V° Presse, Fasc. 120, 4/2011, 30 p.
- 12) "Affichage et vente à la criée", V° Presse, Fasc. 40, 3/2011, 9 p.
- 13) "Publications étrangères", V° Presse, Fasc. 50, 1/1999, 8 p.

C. - J.-Cl. Communication

- 14) "Dignité de la personne", Fasc. 44, janv. 2025, 64 p.
- 15) "Référé en matière de presse", Fasc. 32, janv. 2025, 96 p.
- 16) "Prescription en matière de presse", Fasc. 144, mars 2022, 31 p.
- 17) "Image des personnes", Fasc. 40, oct. 2021, 36 p.
- 18) "Régime administratif des publications destinées à la jeunesse", Fasc. 174, mars 2019, 31 p.

- 19) "Régime administratif des publications étrangères", Fasc. 172, mars 2019, 15 p.
- 20) "Image des choses", Fasc. 46, mars 2019, 31 p.
- 21) "Initiative de l'action en matière de presse", Fasc. 146, mai 2018, 17 p.
- 22) "Juridictions compétentes en matière de presse", Fasc. 145, mai 2018, 11 p.
- 23) "Formalités en matière de presse", Fasc. 170, mai 2018, 18 p.
- 24) "Saisine des juridictions en matière de presse", Fasc. 147, mai 2017, 27 p.
- 25) "Déroulement du procès en matière de presse", Fasc. 148, mai 2017, 21 p.
- 26) "Voies de recours – Contrôle exercé par la Cour de cassation en matière de presse", Fasc. 149, mai 2017, 25 p.

D. - J.-Cl. *Propriété littéraire et artistique*

- 27) "Contrefaçon – Régime de l'action en contrefaçon", Fasc. 1611, 3/2023, 41 p.
- 28) "Contrefaçon – Eléments constitutifs", Fasc. 1610, 4/2020, 35 p.

V. - COMMENTAIRES D'ARRÊT

A. - Droit pénal général, spécial, procédural

- 1) "Sanction de l'outrage à magistrat : oui, mais pas à n'importe quel prix", note sous Crim., 25 mars 2025 : *Légipresse* 2025, p. 291.
- 2) "Recevabilité d'une constitution de partie civile pour risque causé à autrui par divulgation d'informations", note sous Crim., 11 fév. 2025 : *JCP G* 2025, 411.
- 3) "La dénonciation calomnieuse est un abus d'expression comme les autres !", note sous Crim., 8 janv. 2025 : *Légipresse* 2025, p. 103.
- 4) "Outrage sexuel ou sexiste : questions de principe mais arrêt de la pire espèce", note sous Crim., 25 sept. 2024 : *Lexbase pénal*, 30 octobre 2024, p. 33, N0610B3Y.
- 5) "Une peine minimale d'emprisonnement sanctionne de manière excessive la contrefaçon de marque", note sous CJUE, 19 oct. 2023 : *Dalloz IP/IT* 2024, p. 224.
- 6) "Élargissement de la compétence territoriale de la loi pénale française : opinion contrastée !", note sous Crim., 7 nov. 2023, 2 arrêts : *Légipresse* 2023, p. 671.
- 7) "La personne qui assiste à une violation du secret professionnel est recevable à se constituer partie civile de ce chef", note sous Crim., 17 oct. 2023 : *Légipresse* 2023, p. 615.
- 8) "La détention provisoire comme outil de censure ?", note sous Crim., 26 juill. 2023 : *Légipresse* 2023, p. 549.
- 9) "Toute perte de contrôle sur un bien suffit-elle à caractériser un détournement de celui-ci ?", note sous Cass. crim., 28 juin 2023 : *JCP E* 2023, 1337.
- 10) "Punir un viol sans avoir besoin d'établir qu'il y a eu agression n'est pas contraire à la Constitution", note sous Cons. const., 21 juill. 2023, n°2023-1058 QPC : *D.* 2023, p. 1624.
- 11) "Les OPJ peuvent filmer dans l'espace public sans limite ni contrôle judiciaire", note sous Cass. crim., 10 mai 2023 : *JCP G* 2023, 834.
- 12) "La corruption à l'étranger doit être jugée à l'étranger", note sous Cass. crim., 15 fév. 2023 : *D.* 2023, p. 1053.
- 13) "En matière de provocation, l'acte de terrorisme n'est pas un crime ou délit comme les autres", note sous Cass. crim., 10 janv. 2023 : *JCP G* 2023, 309.
- 14) "Corruption d'agent public international : les limites européennes de l'incrimination", note sous Cass. crim., 7 déc. 2022 : *JCP E* 2023, 1027.
- 15) "Clair-obscur sur la convention de déchiffrement des téléphones portables", note sous Cass. crim., 7 nov. 2022 : *Lexbase pénal*, nov. 2022, n°54, N3275BZC.
- 16) "Dans le périmètre d'un droit fondamental, il convient d'établir la nécessité de la répression", note sous Cass. crim., 18 mai 2022 : *Gaz. Pal.*, 7 juin 2022, n°19, p. 18.
- 17) "Etendue des pouvoirs de la cour d'assises statuant en appel", note sous Cass. crim., 9 mars 2022 : *JCP G* 2022, 623.
- 18) "La cassation de l'arrêt d'appel n'empêche pas d'aggraver le sort de l'auteur du pourvoi", note sous Cons. const., 1^{er} avril 2022, n°2022-985 QPC, *soc. Concept immo* : *Lexbase* 28 avril 2022, N1182BZS.
- 19) "L'exécution d'un mandat d'arrêt européen ne doit pas porter d'atteinte excessive à la vie privée", note sous Cass. crim., 20 oct. 2021 : *JCP G* 2021, 1298.
- 20) "Décrochage d'un portrait présidentiel : par quoi justifier ce vol ?", note sous Cass. crim., 22 sept. 2021, 2 arrêts : *Lexbase Pénal*, n°42, du 28 oct. 2021, N8892BYY.

- 21) "En cas de doute, l'aménagement de la peine d'emprisonnement s'impose", note sous Cass. crim., 11 mai 2021 : *JCP G* 2021, 902.
- 22) "Comment engager la responsabilité pénale d'une personne morale pour corruption active d'agents publics étrangers ?", note sous Cass. crim., 16 juin 2021 : *JCP E* 2021, 1368.
- 23) "La responsabilité pénale d'un directeur de service ne s'étend pas aux discriminations indirectes qu'il a suscitées", note sous Cass. crim., 8 juin 2021 : *D.* 2021, p. 1409.
- 24) "La folie, quelle qu'en soit la cause, fait toujours obstacle à la responsabilité pénale", note sous Cass. crim., 14 avril 2021 : *JCP G* 2021, 522.
- 25) "Pas de journalistes embarqués lors d'un contrôle sanitaire non plus !", note sous Cass. crim., 9 mars 2021 : *Légipresse* 2021, p. 222.
- 26) "Aide-toi et l'archevêque t'aidera... », note sous Cass. crim., 14 avril 2021 : *D.* 2021, p. 937.
- 27) "Suffit-il d'y croire pour commettre une infraction ?", note sous Cass. crim., 3 mars 2021 : *D.* 2021, p. 605.
- 28) "Décrochage d'un portrait présidentiel : vol ou expression d'une opinion ?", note sous TJ Auch, 27 oct. 2020 : *Légipresse* 2020, p. 680.
- 29) "L'OPJ gardien de la liberté individuelle ?", note sous Cass. crim., 13 oct. 2020 : *JCP G* 2020, 1417.
- 30) "Il n'y a pas délit à fournir l'instrument d'une fraude fiscale", note sous Cass. crim., 7 janv. 2020 : *JCP G* 2020, 267.
- 31) "Pas d'hébergement digne sans paiement d'un loyer", note sous Cass. crim., 9 mai 2019 : *JCP G*, 2019, 704.
- 32) "Menaces par diffusion publique d'un propos menaçant", note sous Cass. crim., 10 avril 2019 : *Légipresse* 2019, p. 283.
- 33) "Viol par tromperie sur l'apparence", note sous Cass. crim., 23 janv. 2019 : *D.* 2019, p. 361.
- 34) "L'occasion manquée de clarifier les règles applicables à la corruption d'agent public étranger", note sous CE 6 avril 2018 : *D.* 2018, p. 1534.
- 35) "Corruption active d'agent public étranger : difficile d'appliquer la loi sans la corrompre !", note sous Cass. crim., 14 mars 2018 : *JCP éd. E.*, 2018, 1363.
- 36) "La motivation de toute peine : un revirement à regret ?", note sous Cass. crim., 1^{er} fév. 2017, 3 arrêts : *AJ pén.* 2017, p. 175.
- 37) "Motivation de la peine : le droit de la presse dépassé par le droit commun", note sous Cass. crim., 1^{er} fév. 2017, *JCP G* 2017, 276.
- 38) "Secret de l'enquête : un journaliste ne peut assister à un acte de police judiciaire", note sous Cass. crim., 10 janv. 2017, *Légipresse* fév. 2017, n°346, p. 81.
- 39) "Dans le doute, il faut présumer l'atteinte au procès équitable", note sous Cass. crim., 20 sept. 2016, *Légipresse* nov. 2016, n°343, p. 613.
- 40) "Punir autant que nécessaire pour protéger des intérêts ?", note sous Cass. crim., 22 sept. 2015, *JCP* 2015, 1285.
- 41) "Consécration provisoire du vol de données informatiques", note sous Cass. crim., 20 mai 2015, *AJ Pén.* 2015, p. 413.
- 42) "Un si faible contrôle de constitutionnalité...", note sous Cons. const., déc. n°2014-448 QPC du 6 fév. 2015, *AJ Pén.* 2015, p. 248.
- 43) "La responsabilité du dirigeant complice de l'infraction commise par sa société", note sous Crim., 30 oct. 2012, *D.* 2012, p. 420.
- 44) "Le ministère public peut-il requérir des sanctions non pénales devant une juridiction répressive ?", note sous Crim., 6 nov. 2012, *JCP* 2013, 144, p. 256.
- 45) "Pantouflage ou service -présidentiel- commandé ?", note sous Crim., 27 juin 2012, *D.* 2012, p. 2782.
- 46) "Rappel d'une condamnation amnistiée à son insu", note sous Crim., 22 mai 2012, *JCP* 2012, 990, p. 1677.
- 47) "Ne constitue pas une infraction la dénonciation calomnieuse d'un mineur de moins de dix ans", note sous Crim., 19 juin 2012, *Gaz. Pal.*, 12-13 sept. 2012, p. 7.
- 48) "Insaisissable détournement d'objets placés sous main de justice...", note sous Crim., 4 mai 2011, *JCP* 2011, 894, p. 1478.
- 49) "Limitations constitutionnelle de la rétroactivité *in mitius*", note sous Cons. const., 3 déc. 2010, déc. 2010-74 QPC, *JCP* 2011, 82, p. 167.
- 50) "Une élue peut s'exprimer lors d'un conseil municipal en portant une croix", note Crim., 1^{er} sept. 2010, *JCP* 2010, 1208, p. 2278.
- 51) "La Cour de cassation suspend l'application de l'article 6 § 3 de la Convention européenne jusqu'au 1^{er} juillet 2011", note sous Crim., 19 oct. 2010, *D.* 2010, p. 2809.
- 52) "Non intentionnelle, la pratique commerciale trompeuse constitue une simple contravention", note sous Crim. 23 mars 2010, *D.* 2010, p. 1913
- 53) "De la légitimité de certains modes d'action syndicale", note sous Crim. 3 juin 2008, *D.* 2009, p. 269.
- 54) "Frapper une femme adultère : provocation à la violence ou apologie de la violence ?", note sous Crim. 6 fév. 2007, *JCP* 2007, II, 10091.

- 55) "Simplification de la responsabilité pénale des personnes morales", note sous Crim. 20 juin 2006, *JCP* 2006, II, 10199.
- 56) "Irresponsabilité pénale de l'automobiliste en détresse", note sous Crim. 15 nov. 2005, *D.* 2006, p. 1582.
- 57) "Faillie dans la hiérarchie des fautes pénales", note sous Crim. 31 janv. 2006, *JCP* 2006, II, 10079.
- 58) "Sanctionner le complice à raison d'une infraction qu'il ne peut commettre à titre principal ?", note sous Crim. 7 sept. 2005, *D.* 2006, p. 835.
- 59) "Recel de violation du secret de l'instruction et droits de la défense", note sous Crim. 11 juin 2002, *JCP* 2003, II, 10061.
- 60) "Résurrection de la réserve de contentieux en matière de détention provisoire", note sous Crim. 13 juin 2001, *D.*, 2001, p. 3571.
- 61) "Emploi obligatoire de la langue française et libre circulation des marchandises", note sous Crim. 14 nov. 2000, *JCP* 2001, II, 10525.

B. - Sources du droit et droits fondamentaux

- 62) "Recevabilité d'un moyen 'CEDH' développé pour la première fois devant la Cour de cassation", note sous Civ. 1, 9 avril 2013, *JCP* 2013, 699.
- 63) "L'opposabilité d'un propos présidentiel est consacrée à Strasbourg", note sous CEDH, 14 mars 2013, *Eon c/ France : Légipresse* 2013, p. 287.
- 64) "Confirmation de la non-rétroactivité d'un revirement de jurisprudence", note sous Ass.plén., 21 déc. 2006, *JCP* 2007, 10040.
- 65) "Recel de violation de secret professionnel et garantie de la liberté d'expression", note sous Cour EDH 21 janv. 1999, *Légipresse* avril 1999, n°160-II, pp.33-40 (note co-signée avec le Doyen G. Cohen-Jonathan).
- 66) "Le régime des publications étrangères au crible du droit européen", note sous CE. 9 juillet 1997, *Ekin, D.* 1998, *Jurispr.*, p.317.
- 67) "Extension du contrôle du Conseil d'Etat sur les mesures d'interdiction des publications destinées à la jeunesse", note sous CE. 29 mai 1995, *Association Alexandre, Les Petites Affiches*, 11 octobre 1996, n°123, pp.19-24.

C. - Droit de la communication et de l'internet

- 68) "Une injure homophobe dépasse nécessairement les limites admissibles de la liberté d'expression", note sous Crim., 17 juin 2025 : *Légipresse* 2025, p. 355.
- 69) "Nouvelle restriction judiciaire mise à l'exercice d'un droit de réponse en ligne", note sous TJ, Paris, réf., 19 nov. 2024 : *Légipresse* 2025, p. 36.
- 70) "Deux poids, deux mesures dans le blocage des sites pornographiques ?", note sous CA Paris, P1-ch.3, 17 oct. 2024 : *Légipresse* 2024, p. 624.
- 71) "Injure envers un agent public : deux poids, deux mesures ?", note sous Crim. 10 sept. 2024, 2 arrêts : *Légipresse* 2024, p. 613.
- 72) "La dignité humaine ne peut seule fonder une restriction à la liberté d'expression", note sous Ass.plén., 17 nov. 2023 : *JCP G* 2023, 1440.
- 73) "Le délinquant d'affaires aussi a droit d'être laissé tranquille", note sous CE 20 avr. 2023 : *Dalloz IP/IT* 2023, p. 484.
- 74) "Il n'est pas excessif de conspuer les CRS lors d'une manifestation", note sous Crim., 4 avr. 2023 : *Légipresse* 2023, p. 413.
- 75) "Mérite une sanction pénale l'individu qui se défend d'une accusation d'agression sexuelle en révélant publiquement l'identité de sa prétendue victime", note sous Crim., 7 fév. 2023 : *Légipresse* 2023, p. 156.
- 76) "Errements dans la procédure accélérée au fond engagée contre un hébergeur", note sous TJ Paris, 8 juill. 2022 : *Légipresse* 2022, p. 481.
- 77) "Extension de la liberté d'expression des parties devant le juge consulaire", note sous Com., 21 avr. 2022 : *Rev. Sociétés* 2022, p. 539.
- 78) "La lâcheté du terroriste, une opinion imposée", note sous CEDH, 23 juin 2022 : *D.* 2022, p. 1652.
- 79) "Le droit de réponse peut s'appliquer également sur un intranet", note sous Crim., 23 nov. 2021, avis : *Légipresse* 2022, p. 30.
- 80) "Dénonciation du risque nucléaire : comme tout est plus simple sans la Convention EDH !", note sous Crim., 15 juin 2021 : *Légipresse* 2021, p. 429.
- 81) "Pas de nécessité à diffuser les enregistrements à l'origine de l'affaire Bettencourt", note sous CEDH, 14 janv. 2021, *Mediapart et a. c/ France : RTDH* 2021, p. 717.

- 82) "Du mauvais usage de la requête individuelle devant la CEDH : le sensationnalisme au pilori", note sous CEDH, 17 déc. 2020, *Sellami c/ France* : *Légipresse* 2021, p. 31.
- 83) "Emploi du français par une commune : l'humour contre la culture ?", note sous CE 22 juill. 2020 : *Légipresse* 2020, p. 553.
- 84) "Le policier délinquant pour avoir parlé à la presse", note sous Crim., 24 mars 2020 : *Légipresse* 2020, p. 227.
- 85) "Haro sur le voyeurisme : une réaction déplacée ?", note sous Civ. 1, 11 mars 2020 : *Dalloz IP/IT* 2020, p. 325.
- 86) "Le mur des cons, un mur de la honte ? ", note sous CA Paris, 19 déc. 2019 : *Légipresse* 2020, p. 178.
- 87) "L'équilibre du droit et de la liberté ou l'histoire du verre à deux-tiers vide paraissant plein", note sous Civ. 1, 10 oct. 2019 : *Dalloz IP/IT* 2020, p. 73.
- 88) "L'apologie est une provocation à ... l'approbation ?", note sous Crim., 4 juin 2019 : *Légipresse* 2019, p. 483.
- 89) "Diffamation : la pornographie, objet d'art ou de controverse politique ? ", note sous Crim. 11 déc. 2018 : *Légipresse* 2019, p. 104.
- 90) "La signification du jugement par défaut doit intervenir dans les 3 mois de son prononcé pour permettre à l'opposition du condamné de provoquer la tenue d'un nouveau procès en matière de presse", note sous Crim., 4 sept. 2018 : *Légipresse* 2018, p. 567.
- 91) "Précisions sur les réquisitions aux fins d'enquête et les délits d'apologie publique", note sous Crim., 7 mai 2018 : *Légipresse* 2018, p. 328.
- 92) "L'équilibre du droit et de la liberté, ou l'histoire du verre à moitié plein, à moitié vide", note sous Civ. 1, 21 mars 2018 : *Dalloz IP/IT* 2018, p. 380.
- 93) "Pas de protection judiciaire en France pour l'honneur d'un Etat étranger", note sous Crim. 6 fév. et 27 mars 2018 : *Légipresse* 2018, p. 276.
- 94) "Exprimer son hostilité envers les musulmans en Italie trouble-t-il l'ordre public français ?", note sous Crim., 23 janv. 2018 : *Légipresse*, n°358, 2018, p. 154.
- 95) "Identification du policier complice des frasques d'un président", note sous Crim., 12 déc. 2017, 2 arrêts : *Légipresse* n°357, 2018, p. 84.
- 96) "Commet le délit d'apologie du terrorisme toute personne qui s'inquiète du sort réservé aux terroristes", note sous Crim., 25 avril 2017 : *Légipresse* n°351, 2017, p. 392.
- 97) "Compétence territoriale réduire de la loi pénale française en matière de diffamation", note sous Crim., 12 juill. 2016 : *D.* 2016, p. 1848.
- 98) "Nouvelle condamnation de la France à Strasbourg : conflits de logiques", note sous CEDH, 12 juill. 2016, *Reichman c/ France* : *Légipresse* 2016, n°341, p. 471.
- 99) "Clarifications sur la poursuite d'un journaliste pour recel d'information", note sous Crim., 9 juin 2015 : *Légipresse* 2015, p. 403.
- 100) "Mise en cause insuffisante du civilement responsable en matière de presse", note sous Civ. 1, 17 juin 2015 : *JCP* 2015, 883, p. 1459.
- 101) "Tempête dans un bac à sable : le droit de la presse à l'école maternelle", note sous Crim., 17 mars 2015 : *JCP* 2015, 559, p. 937.
- 102) "La Constitution ne s'oppose pas à l'abandon de la prescription trimestrielle en matière de presse", note sous Cons. const., 12 avril 2013, déc. n°2013-302, QPC : *D.* 2013, p. 1526.
- 103) "Condamnation ne vaut pas preuve de culpabilité", note sous Civ. 1, 10 avril 2013 : *Légipresse* 2013, p. 352.
- 104) "Disparition de la responsabilité civile en matière de presse (*bis*) !", note sous Civ. 1, 10 avril 2013 : *Gaz. Pal.*, 19-23 mai 2013, p. 5.
- 105) "Peu importe ce que dit la loi : l'esclavage n'est pas un crime contre l'humanité", note sous Crim. 5 fév. 2013, *Légipresse* 2013, p. 164.
- 106) "L'alignement du procès civil sur le procès pénal de presse : *persevere diabolicum* ! », note sous Ass. plén., 15 fév. 2013, *D.* 2013, p. 741.
- 107) "L'image attentatoire à la vie privée et à l'honneur", note sous Civ. 1, 16 janv. 2013, *D.* 2013, p. 555.
- 108) "Nouvelle responsabilité du producteur sur internet", note sous Crim., 30 oct. 2012, *D.* 2013, p. 160.
- 109) "Sur internet, tout ce qui n'est pas permis est interdit", note sous Crim., 25 sept. 2012, *D.* 2012, p. 3005.
- 110) "Divisions à la première chambre civile sur le droit de la presse", note sous Civ. 1, 26 sept. 2012, *D.* 2012, p. 2636.
- 111) "Sur la nécessité de protéger les sources journalistiques", note sous Cour EDH, 28 juin 2012, *D.* 2012, p. 2282.
- 112) "L'illusoire constitutionnalité de la prescription en matière de presse", note sous Civ. 1, 5 avril 2012, *Gaz. Pal.*, 5-9 août 2012, p. 10.
- 113) "Galimatias juridique en matière de presse", note sous Civ. 1, 22 sept. 2011, *JCP* 2011, 1448, p. 2560.
- 114) "De l'influence du droit pénal sur le droit civil en matière de vie privée", note sous Civ. 1, 6 oct. 2011, *D.* 2011, p. 2771.
- 115) "Réserve sur la responsabilité pénale du producteur en ligne", note sous Cons. const., déc. n°2011-164 QPC du 16 sept. 2011, *M. Antoine J.*, *JCP* 2011, 1247, p. 2238.

- 116) "L'embarras du juge des référés face à la loi du 29 juillet 1881", note sous Civ. 1, 28 avril 2011, *D.* 2011, p. 1734.
- 117) "L'université est-elle responsable des publications de ses enseignant-chercheurs ? », note sous Civ. 1, 23 fév. 2011, *D.* 2011, p. 1386.
- 118) "Le droit civil de la presse entre douceur et fermeté", note sous Civ. 1, 3 fév. 2011, *JCP* 2011, 376, p. 637.
- 119) "Sous quelle qualification saisir la vulgarité ?", note sous Crim., 26 oct. 2010, *D.*, 2011, p. 570.
- 120) "Responsabilité du producteur qui refuse de modérer les messages transmis par des tiers", note sous Crim., 16 fév. 2010, *D.* 2010, p. 2206.
- 121) "La faute reverdit en matière de presse", note sous Civ. 1, 30 oct. 2008, *JCP* 2009, II, 10006.
- 122) "Offense par répétition d'un propos présidentiel", note sous T. corr. Laval, 6 nov. 2008, *D.* 2008, p. 3133.
- 123) "La Cour de cassation et le libre débat sur l'homosexualité", note sous Crim., 12 nov. 2008, *JCP* 2008, II, 10206.
- 124) "Refus d'accès imposé aux fournisseurs d'accès", note sous Civ. 1, 19 juin 2008, *Légipresse* n°254-III, sept. 2008, p. 151.
- 125) "Les pièges de la lutte antiraciste : la qualification précipitée d'un propos", note sous Crim., 29 janv. 2008, *Légipresse* n°243-III, juill.-août 2008, p. 134.
- 126) "Propos n'atteignant pas un parlementaire européen dans l'exercice de ses fonctions", note sous Crim., 15 janv. 2008, *JCP* 2008, II, 10078.
- 127) "Le caractère licite de la 'relativisation' du génocide des Arméniens", note sous CA Paris, 7 mars 2007, *D.* 2007, p. 2513, note cosignée avec J.-B. Racine, Pr. à la Faculté de droit de Nice.
- 128) "La diffamation prime l'atteinte à la présomption d'innocence", note sous Civ. 1, 28 juin 2007, *Légipresse* n°244-III, sept. 2007, p. 175.
- 129) "La Cour de cassation et le désarroi des croyants", note sous Civ. 1, 14 nov. 2006, *D.* 2007, p. 2072.
- 130) "L'absence de caractère manifestement illicite de la négation du génocide des Arméniens", note sous CA Paris, 11^{ème} ch., 8 nov. 2006, *D.* 2007, p. 851, note cosignée avec J.-B. Racine, Pr. à la Faculté de droit de Nice.
- 131) "La mémoire des morts, le juge et la loi", note sous Civ. 1, 12 déc. 2006, *D.* 2007, p. 541.
- 132) "Limites de l'information sur la vie privée par le texte et l'image", note sous Civ. 1, 16 mai 2006, *Légipresse* n°235-III, oct. 2006, p. 171.
- 133) "Droits du travail et de la presse : partage de territoires", note sous Civ. 1, 13 juin 2006, *JCP* 2006, II, 10157, p. 1811.
- 134) "La Cour de cassation s'oppose au pugilat verbal", note sous Crim. 10 mai 2006, *D.* 2006, p. 2220.
- 135) "La Cour de cassation et l'impudeur des médias", note sous Civ. 1, 7 mars 2006, *JCP* 2006, 10105, p. 1288.
- 136) "L'application par le juge civil de la loi du 29 juillet 1881 et l'indemnisation des victimes", note sous Civ. 2, 22 janv. 2004, *JCP* 2004, II, 10104, p. 1227.
- 137) "Qu'est devenue la responsabilité civile en matière de presse ?", note sous Civ. 2, 9 oct. 2003, *D.* 2004, p. 590.
- 138) "Conflit de lois dans le temps en matière de presse", note sous Civ. 2, 2 oct. 2003, *Légipresse* n°208, janv. 2004, III, p. 1.
- 139) "Complicité de l'auteur de propos rendus accessibles sur Internet", note sous Crim. 6 mai 2003, *D.* 2003, p. 2192.
- 140) "Protection des administrateurs et mandataires judiciaires contre la diffamation publique", note sous Mixte, 4 nov. 2002, *D.* 2003, p. 1194.
- 141) "La Chambre criminelle, la Convention et la presse : réflexion sur l'étendue d'un contrôle", note sous Crim. 19 juin 2001, *RTDH*, avril 2002, p. 497.
- 142) "Point de départ de la prescription sur Internet : pour que nul n'en ignore...", note sous Crim. 16 oct. 2001, *Légipresse*, déc. 2001, III, n°187, p. 205.
- 143) "Point de départ de la réflexion : la prescription et l'Internet", note sous Crim. 30 janv. 2001, *D.* 2001, p. 1833.
- 144) "Cassation sans renvoi d'un arrêt ayant admis d'office la nullité d'une citation ne précisant pas le texte édictant la peine encourue", note sous Crim. 7 mars 2000, *JCP* 2000, II, 10421.

D. - Droit des biens

- 145) "L'image des biens devant l'Assemblée plénière : ce que je vois est à moi", note sous : Ass.plén., 7 mai 2004, *D.* 2004, pp. 1545.
- 146) "L'image des biens... et celle de la Cour de cassation ?", note sous Cass. Civ. 2^{ème}, 5 juin 2003, *D.* 2003, pp. 2461.
- 147) "Image des biens : le trouble apporté par la Cour de cassation", note sous Cass. Civ. 1^{ère}, 2 mai 2001, *Légalis* n°2, juin 2001, pp. 79.

E. - Droit de la propriété intellectuelle

- 148) "La multiplication des infractions sur Internet conduit la Cour de cassation à réduire la compétence de la loi pénale française", note sous Crim., 29 nov. 2011, *JCP* 2012, 248, p. 422.
- 149) "L'indemnisation de la contrefaçon sur Internet", note sous Crim., 18 janv. 2011, *JCP* 2011, 487, p. 809.
- 150) "La compétence territoriale limitée de la loi pénale en matière de contrefaçon sur internet", note sous Crim., 14 déc. 2010, *D.* 2011, p. 1055.
- 151) "Illicéité de la copie privée dont la source est elle-même illicite", note sous Crim. 30 mai 2006, *D.* 2006, p. 2676.
- 152) "L'accessoire et le principal dans la structure du droit d'auteur", note sous Civ. 1, 12 déc. 2000, *D.* 2001, p. 1530.
- 153) "Trompe l'œil sur la fraude artistique", note sous Civ. 1, 18 juill. 2000, *D.* 2001, p. 541.
- 154) "L'ordre public comme limite au droit d'auteur", note sous Crim. 28 sept. 1999, *Légipresse* mai 2000, n°171, III, p. 65
- 155) "Précisions sur le calcul de la rémunération proportionnelle de l'auteur", note sous Civ. 1, 16 juill. 1998, *D.* 1999, Jurispr., p.306.
- 156) "L'imposition d'un prix minimum de revente dans un contrat d'exploitation vidéo", note sous T. Com. Paris, 16 mai 1995, *Les Petites Affiches*, 22 mars 1996, n°36, p.16.

VI. - OBSERVATIONS SOUS ARRÊTS

A. - JCP éd. G, chronique annuelle Droit de la presse et des médias

(Co-dirigée jusqu'en 2018 avec le Pr. B. Beignier) :

- 1) Arbitrage entre atteinte au droit de propriété et liberté d'expression, obs. Civ. 1^{ère}, 10 juill. 2024 : *JCP G* 2024, 1016, n°7.
- 2) Sanction pénale du producteur d'une page Facebook, obs. sur CEDH, Gde ch., 15 mai 2023, *Sanchez c/ France* : *JCP G* 2023, 915, n°13.
- 3) "Le contrôle de conventionnalité s'impose aussi au juge des référés", obs. sous Civ. 1, 2 fév. 2022 : *JCP G* 2022, 925, n°12.
- 4) "Contournement de la commission arbitrale des journalistes", obs. sous Soc. 13 avr. 2022 : *JCP G* 2022, 925, n°22.
- 5) Appel au Boycott, obs. sur CEDH, 11 juin 2020, *Baldassi et a. c/ France* : *JCP G* 2021, 752, n°1.
- 6) Droit à l'honneur, obs. sur CEDH, 9 fév. 2021, *Sagdic c/ Turquie* : *JCP G* 2021, 752, n°2.
- 7) "Appel de la partie civile contre un jugement de relaxe : embarras auteur de la faute délictuelle", obs. sous Civ. 1, 7 fév. 2017 : *JCP G* 2017, n°46, 1204, p. 2074.
- 8) "Retour de la faute dans le périmètre de la liberté d'expression", obs. sous Civ. 1, 1^{er} juin 2016 : *JCP G* 2016, n°46, 1225, p. 2106.
- 9) "L'éviction à demi de la responsabilité civile", obs. sous Civ. 1, 22 janv. et 2 juill. 2014 : *JCP G* 2014, n°45, 1163, p. 2046.
- 10) "Criminalité propre du complice en matière de presse", obs. sous Crim. 11 juin 2013 : *JCP G* 2013, n°44, 1152, p. 2036.
- 11) "La qualification en référé s'impose au tribunal correctionnel", obs. sous Crim. 10 sept. 2013 : *JCP G* 2013, n°44, 1152, p. 2039.
- 12) "Diffamation, bonne foi et charge de la preuve", obs. sous Crim. 19 juin 2012 : *JCP G* 2012, n°49, 1318, p. 2223.
- 13) "Monopole du ministère public dans la poursuite de l'apologie de crime de guerre", obs. sous Crim. 5 juin 2012 : *JCP G* 2012, n°49, 1318, p. 2226.

- 14) "Vie privée et image : atteintes cumulatives", obs. sous Civ. 1, 16 mai 2012 : *JCP G* 2012, n°49, 1318, p. 2228.
- 15) "Dénigrement de produit et responsabilité civile", obs. sous Civ. 1, 20 sept. 2012 : *JCP G* 2012, n°49, 1318, p. 2229.
- 16) "Fondement des actions en réparation", obs. sous Cass. 1^{ère} civ., 3 fév. 2011 et 6 oct. 2011 : *JCP* 2011, n°45, 1227, p. 2009.
- 17) "Recevabilité des demandes subsidiaires en matière de presse", obs. sous Cass. 1^{ère} civ., 22 sept. 2011, 28 sept. 2011 et 6 oct. 2011 : *JCP* 2011, n°45, 1227, p. 2011.
- 18) "Constitutionnalité du régime de protection de la présomption d'innocence", obs. sous Cass. 1^{ère} civ., 23 juin 2011 : *JCP* 2011, n°45, 1227, p. 2012.
- 19) "Application immédiate de la loi du 14 nov. 2008 accordant une immunité aux propos tenus devant les commissions parlementaires", obs. sous Crim., 8 juin 2010 : *JCP* 2010, n°50, 1258, p. 2358.
- 20) "Interdiction de diffuser les images du prononcé d'une peine", obs. sous Crim., 8 juin 2010 : *JCP* 2010, n°50, 1258, p. 2359.
- 21) "Abus de la liberté d'expression prévus et réparés sur le fondement de la loi du 29 juill. 1881", obs. sous Civ. 1, 6 mai 2010 : *JCP* 2010, n°50, 1258, p. 2361.
- 22) "Publicité : élément matériel", obs. sous Crim., 23 juin 2009 : *JCP* 2009, n°46, 441, p. 52.
- 23) "Contestation de crimes contre l'humanité", obs. sous Crim. 23 juin 2009 et Civ. 1, 11 juin 2009 : *JCP* 2009, n°46, 441, p. 55.
- 24) "Diffamation et injure indivisibles : validité de la plainte", obs. sous Crim., 23 juin 2009 : *JCP* 2009, n°46, 441, p. 55.
- 25) "Droit à l'image : sans atteinte à la vie privée", obs. sous Civ. 1, 9 juill. 2009 : *JCP* 2009, n°46, 441, p. 57.
- 26) "Bonne foi du diffamateur : vers une nouvelle voie", obs. sous Crim., 11 mars 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 20, n°3.
- 27) "Référé Internet", obs. sous Civ. 1, 19 juin 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 21, n°7.
- 28) "Interruption de la prescription et procès pénal", obs. sous Crim., 17 juin 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 22, n°9.
- 29) "Sursis à statuer obligatoire", obs. sous Crim. 11 mars 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 23, n°11.
- 30) "Responsabilité civile délictuelle", obs. sous Civ. 1, 8 avril 2008 : *JCP* 2008, I, 209, p. 24, n°14.
- 31) "Tribunal territorialement compétent pour connaître d'un refus d'insertion", obs. sous Civ. 1, 16 janv. 2007 : *JCP* 2007, I, 210, p. 22, n°1.
- 32) "Injure publique homophobe", obs. sous CA Douai 25 janv. 2007 : *JCP* 2007, I, 210, p. 24, n°6.
- 33) "Nullité du réquisitoire introductif", obs. sous Crim. 30 mai 2007 : *JCP* 2007, I, 210, p. 26, n°11.
- 34) "Recel de violation du secret de l'instruction", obs. sous Crim. 12 juin 2007 : *JCP* 2007, I, 210, p. 26, n°12.
- 35) "Actualité législative", *JCP* 2007, I, 210, p. 26, n°13.
- 36) "Prescription de l'action publique et contravention d'injure raciale non publique", obs. sous Crim. 7 juin et 23 mai 2006 : *JCP* 2006, I, 190, p. 2161, n°6.
- 37) "Dénigrement de produits et services", obs. sous Civ. 1, 30 mai et 5 juillet 2006 : *JCP* 2006, I, 190, p. 2163-2164, n°13-14-15.
- 38) "Publications destinées à la jeunesse", obs. sous CE 19 déc. 2005 : *JCP* 2006, I, 190, p. 2164, n°16.
- 39) "Responsabilité des fournisseurs d'hébergement", obs. sous L. 21 juin 2004 : *JCP* 2005, I, 143, p. 1061.
- 40) "Propos sexistes et homophobes", obs. sous L. 30 déc. 2004 : *JCP* 2005, I, 143, p. 1060.
- 41) "Publications étrangères", obs. sous D. 4 oct. 2004 : *JCP* 2005, I, 143, p. 1059.
- 42) "Utilisation des archives audiovisuelles de la justice", obs. sous Ass.plén. 11 juin 2004 : *JCP* 2004, I, 182, p. 2148.
- 43) "Incitations faites à l'antenne d'appeler des services téléphoniques surtaxés", obs. sous CE 9 fév. 2004, TF1 : *JCP* 2004, I, 182, p. 2147.
- 44) "Refus d'autorisation d'émettre pour des motifs financiers", obs. sous CE 11 fév. 2004, Canal 9 : *JCP* 2004, I, 182, p. 2147.
- 45) "Refus d'autorisation d'émettre pour sauvegarder le pluralisme", obs. sous CE 25 juin 2004, *Vortex et Canal 9* : *JCP* 2004, I, 182, p. 2146.
- 46) "Refus de conventionnement d'une chaîne susceptible de troubler l'ordre public", obs. sous CE 11 fév. 2004, *Médya TV* : *JCP* 2004, I, 182, p. 2145.

- 47) "Régularité de l'assignation en cas d'atteinte à la vie privée", obs. sous Civ. 2, 24 avril 2003 : *JCP* 2004, I, 147, p. 1226.
- 48) "Liberté de la presse et honneur de la police : irrecevabilité d'une constitution de partie civile", obs. sous Crim. 2 sept. 2003 : *JCP* 2004, I, 147, p. 1224.
- 49) "Validation d'une plainte par un réquisitoire", obs. sous Crim. 30 sept. 2003 : *JCP* 2004, I, 147, p. 1224.
- 50) "Publications étrangères", obs. sous CE 7 fév. 2003, *GISTI* : *JCP* 2004, I, 147, p. 1221.
- 51) "Diffusion sans autorisation", obs. sur Crim. 21 janv. 2003 : *JCP* 2003, I, 178, p. 2035.
- 52) "Honnêteté de l'information" (corruption passive de journalistes), obs. sur Crim. 19 mars 2003 : *JCP* 2003, I, 178, p. 2036.
- 53) "Autorisation d'émettre : critère de l'expérience acquise", obs. sur CE 13 déc. 2002, *RMC* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2032.
- 54) "Réaménagement des fréquences", obs. sur CE réf. 27 mars 2003 et 12 mai 2003, *CSA et TFI* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2032-2033.
- 55) "Contrôle du CSA - Mise en demeure préalable", obs. sur CE 30 déc. 2002, *Vortex* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2033.
- 56) "Contrôle du CSA - Sanctions", obs. sur CE 7 fév. 2003, *Assoc. Radio deux couleurs* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2033.
- 57) "Contrôle du CSA - Recommandation", obs. sur CE 18 déc. 2002, *Assoc. Promouvoir* : *JCP* 2003, I, 178, pp. 2003-2034.
- 58) "Autorisation des coupures publicitaires", obs. sur CE 12 mai 2003, *ARP et SRF* : *JCP* 2003, I, 178, p. 2035.
- 59) "Offense aux chefs d'Etat étranger : fin d'une époque", obs. sous Cour EDH 25 juin 2002, *Colombani c/ France* : *JCP* 2003, I, 126, n°3.

B. - *Petites Affiches*, chronique trimestrielle de *Droit rural*,

(dir. J.-J. Barbiéri et F. Rocheteau) :

- 1) Crim., 30 mai 2012 : *PA*, 1^{er} août 2013, p. 15 : délit de mise sur le marché sans autorisation
- 2) Crim., 11 sept. 2012 : *PA*, 1^{er} août 2013, p. 17 : produit antiparasitaire autorisé, indemnisation
- 3) Crim., 20 nov. 2012 : *PA*, 1^{er} août 2013, p. 18 : animal dangereux, confiscation, proportionnalité
- 4) Crim., 6 nov. 2012 : *PA*, 1^{er} août 2013, p. 20 : construction sans permis, bénéficiaire des travaux
- 5) Crim., 11 janv. 2011 : *PA*, 21 fév. 2012, p. 11 : mauvais traitement à animal domestique
- 6) Crim., 14 déc. 2010 : *PA* 21 fév. 2012, p. 11 : pêche maritime (obligation de conformité)
- 7) Crim., 15 déc. 2010 : *PA* 21 fév. 2012, p. 12 : vins transportés sous couvert de titres inapplicables
- 8) Crim., 22 juin 2010 : *PA*, 22 fév. 2011, p. 9 : prélèvement biologique aux fins d'identification
- 9) Crim., 16 juin 2010 : *PA*, 22 fév. 2011, p. 10 : fraude fiscale (confiscation)
- 10) Crim., 4 mai 2010 : *PA*, 22 fév. 2011, p. 11 : sévices ou actes de cruauté envers les animaux
- 11) Crim., 12 mai 2010 : *PA*, 12 janv. 2011, p. 12 : exercice illégal de l'activité de vétérinaire

C. - *RSC- Revue de science criminelle*

(chronique biannuelle sur les infractions en matière d'information et de communication) :

- 1) Edition 2025/1, pp. 91-100.
- 2) Edition 2024/3, pp. 591-600.
- 3) Edition 2024/1, pp. 105-112.
- 4) Edition 2023/3 : pp. 567-572.
- 5) Edition 2023/1 : pp. 115-133.
- 6) Edition 2022/3 : pp. 603-614.
- 7) Edition 2022/1 : pp. 71-82.
- 8) Edition 2021/3 : pp. 627-645.
- 9) Edition 2021/1 : pp. 101-116.
- 10) Edition 2020/3 : pp. 641-662.
- 11) Edition 2020/1 : pp. 95-102.
- 12) Edition 2019/3 : pp. 635-651.
- 13) Edition 2019/1 : pp. 109-126.
- 14) Edition 2018/3 : pp. 701-720.

15) Edition 2018/1 : pp. 101-116.

D. - *Gazette du Palais* (chronique de jurisprudence trimestrielle en droit pénal) :

- 1) Crim., 5 fév. 2025 : *Gaz.Pal.*, 20 mai 2025, p. 55 : empoisonnement, intention de tuer, application de la loi
- 2) Crim., 26 fév. 2025 : *Gaz.Pal.*, 20 mai 2025, p. 60 : pas d'obligation de vérifier le consentement d'autrui
- 3) Crim., 26 mars 2025 : *Gaz.Pal.*, 20 mai 2025, p. 61 : agression sexuelle, pas de mobile libidineux
- 4) Crim., 12 mars 2025 : *Gaz.Pal.*, 20 mai 2025, p. 62 : harcèlement sexuel, pluralité de victime, intention
- 5) Crim., 11 mars 2025 : *Gaz.Pal.*, 20 mai 2025, p. 63 : effet, preuve, intention réduite à la conscience de l'acte
- 6) Crim., 5 fév. 2025 : *Gaz.Pal.*, 20 mai 2025, p. 63 : extorsion, signature, document ne valent pas engagement
- 7) Crim., 12 fév. 2025 : *Gaz.Pal.*, 20 mai 2025, p. 64 : faux, écriture authentique, intention, préjudice

- 8) Crim., 4 déc. 2024 : *Gaz.Pal.*, 11 fév. 2025, p. 53 : excès de justification, homicide involontaire
- 9) Crim., 23 oct. 2024 : *Gaz.Pal.*, 11 fév. 2025, p. 57 : enlèvement et séquestration, cumul d'infractions
- 10) Crim., 4 déc. 2024 : *Gaz.Pal.*, 11 fév. 2025, p. 58 : violences involontaires délibérées, garde d'un chien
- 11) Crim., 14 nov. 2024 : *Gaz.Pal.*, 11 fév. 2025, p. 59 : tentative d'agression sexuelle autre que le viol
- 12) Crim., 14 nov. 2024 : *Gaz.Pal.*, 11 fév. 2025, p. 59 : non-représentation d'enfant, droit de visite non précisé
- 13) Crim., 26 nov. 2024 : *Gaz.Pal.*, 11 fév. 2025, p. 61 : prestations sociales indues, omission de déclarer
- 14) Crim., 20 nov. 2024 : *Gaz.Pal.*, 11 fév. 2025, p. 61 : détournement de bien public, objet, *instrumentum*

- 15) Crim., 21 août 2024 : *Gaz.Pal.*, 5 nov. 2024, n°36, p. 55 : *happy slapping*, complicité, légitimité – QPC
- 16) Crim., 25 juin 2024 : *Gaz.Pal.*, 5 nov. 2024, n°36, p. 59 : dénonciation calomnieuse spontanée, réitération
- 17) Crim., 19 juin 2024 : *Gaz.Pal.*, 5 nov. 2024, n°36, p. 60 : blanchiment, dissimulation physique (non), recel
- 18) Crim., 11 juin 2024 : *Gaz.Pal.*, 5 nov. 2024, n°36, p. 62 : menaces de mort, guillotines en carton, élu

- 19) Crim., 13 mars 2024 et 5 mars 2024 : *Gaz.Pal.*, 23 juill. 2024, n°25, p. 53 : intention, définition, preuve
- 20) Crim., 22 mai 2024 : *Gaz.Pal.*, 23 juill. 2024, n°25, p. 59 : obligation particulière, faute délibérée, homicide
- 21) Crim., 7 mai 2024 : *Gaz.Pal.*, 23 juill. 2024, n°25, p. 62 : corruption privée, consommation, pacte, exécution

- 22) Crim., 28 fév. et 6 mars 2024 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2024, n°16, p. 49 : interprétation jurisprudentielle, garanties
- 23) Crim., 5 mars 2024 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2024, n°16, p. 53 : infraction politique, mobile, outrage, chose publique
- 24) Crim., 10 janv. et 23 janv. 2024 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2024, n°16, p. 53 : cumul de qualifications, *ne bis in idem*
- 25) Crim., 6 fév. 2024 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2024, n°16, p. 55 : dispense de peine, innocence, déclaration de culp.
- 26) Crim., 5 mars 2024 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2024, n°16, p. 55 : risques causés à autrui, obligation part., CESEDA

- 27) Crim., 17 oct. 2023 : *Gaz.Pal.*, 13 fév. 2024, n°5, p. 38 : organe caché de la personne morale, responsabilité
- 28) Crim., 4 oct. 2023 : *Gaz.Pal.*, 13 fév. 2024, n°5, p. 39 : forces de l'ordre, grenade, autorisation de la loi
- 29) Crim., 6 déc. 2023 : *Gaz.Pal.*, 13 fév. 2024, n°5, p. 41 : renvoi non motivé au JAP de l'aménag. de peine
- 30) Crim., 22 nov. 2023 : *Gaz.Pal.*, 13 fév. 2024, n°5, p. 41 : période de sûreté des 2/3, spéciale et motivée
- 31) Crim., 28 nov. 2023 : *Gaz.Pal.*, 13 fév. 2024, n°5, p. 42 : séquestration, prescription, décès immédiat
- 32) Crim., 22 nov. 2023 : *Gaz.Pal.*, 13 fév. 2024, n°5, p. 45 : cumul soustraction et non-représentation d'enfant

- 33) Crim., 6 sept. 2023 : *Gaz.Pal.*, 28 nov. 2023, n°39, p. 40 : loi nouvelle, aggravation du suivi socio-judiciaire
- 34) Crim., 6 sept. 2023 : *Gaz.Pal.*, 28 nov. 2023, n°39, p. 41 : confiscation, scellés, motivation insuffisante
- 35) Crim., 6 sept. 2023 : *Gaz.Pal.*, 28 nov. 2023, n°39, p. 42 : réhabilitation judiciaire, motivation, comportement
- 36) Crim., 27 sept. 2023 : *Gaz.Pal.*, 28 nov. 2023, n°39, p. 44 : abandon d'enfant, provocation, tradition
- 37) Crim., 21 juin 2023 : *Gaz.Pal.*, 28 nov. 2023, n°39, p. 45 : compétence législative, non-représentation enfant

- 38) Crim., 24 mai 2023 : *Gaz.Pal.*, 5 sept. 2023, n°27, p. 41 : renvoi QPC, viol, agression présumée, mineur
- 39) Crim., 11 mai 2023 : *Gaz.Pal.*, 5 sept. 2023, n°27, p. 44 : cumul soustraction et non-représentation d'enfant
- 40) Crim., 11 mai 2023 : *Gaz.Pal.*, 5 sept. 2023, n°27, p. 45 : extorsion, remise, absence, fuite, tentative

- 41) Crim., 15 mars 2023 : *Gaz.Pal.*, 16 mai 2023, n°16, p. 44 : agression sexuelle incestueuse, concubin, autorité
- 42) Crim., 8 fév. 2023 : *Gaz.Pal.*, 16 mai 2023, n°16, p. 45 : menaces de violences, délit ou contravention ?
- 43) Crim., 10 janv. 2023 : *Gaz.Pal.*, 16 mai 2023, n°16, p. 46 : secret professionnel, avocat, droits de la défense
- 44) Crim., 7 mars 2023 : *Gaz.Pal.*, 16 mai 2023, n°16, p. 46 : nuisances sonores, société, transporteurs tiers
- 45) Crim., 8 mars 2023 : *Gaz.Pal.*, 16 mai 2023, n°16, p. 48 : escroquerie au jugement, courrier d'avocat
- 46) Crim., 8 mars 2023 : *Gaz.Pal.*, 16 mai 2023, n°16, p. 49 : extorsion, détresse économique, escroquerie

- 47) Crim., 13 déc. 2022 : *Gaz.Pal.*, 14 fév. 2023, n°5, p. 38 : légitime défense, policier, acte non nécessaire

- 48) Crim., 14 déc. 2022 : *Gaz.Pal.*, 14 fév. 2023, n°5, p. 40 : séquestration, mineur, autorité parentale, fait justif.
- 49) Crim., 7 déc. 2022 : *Gaz.Pal.*, 14 fév. 2023, n°5, p. 41 : concussion, conseiller régional, président d'une SEM
- 50) Crim., 7 déc. 2022 : *Gaz.Pal.*, 14 fév. 2023, n°5, p. 43 : chèque, opposition mensongère, faux
- 51) Crim., 9 juin 2022 : *Gaz.Pal.*, 29 nov. 2022, n°39, p. 40 : association de malfaiteurs et bande organisée
- 52) Crim., 22 juin 2022 : *Gaz.Pal.*, 29 nov. 2022, n°39, p. 46 : recel de favoritisme, confiscation du produit
- 53) Crim., 7 sept. 2022 : *Gaz.Pal.*, 29 nov. 2022, n°39, p. 48 : favoritisme de l'agent d'exécution, cantine
- 54) Crim., 8 juin 2022 : *Gaz.Pal.*, 29 nov. 2022, n°39, p. 49 : manifestation interdite, arrêté de police, violation
- 55) Crim., 13 avr. 2022 : *Gaz.Pal.*, 6 sept. 2022, n°27, p. 39 : transfert de responsabilité suite à fusion-absorption
- 56) Crim., 24 mai 2022 : *Gaz.Pal.*, 6 sept. 2022, n°27, p. 41 : dirigeant identifiable de la personne morale
- 57) Crim., 13 avr. 2022 : *Gaz.Pal.*, 6 sept. 2022, n°27, p. 42 : qualifications incompatibles, recel, inf. d'origine
- 58) Crim., 23 sept. 2022 : *Gaz.Pal.*, 6 sept. 2022, n°27, p. 43 : sursis probatoire, garde : visite et hébergement
- 59) Crim., 15 fév. 2022 : *Gaz.Pal.*, 10 mai 2022, n°16, p. 36 : personne morale, intervention de l'organe, preuve
- 60) Crim., 9 mars 2022 : *Gaz.Pal.*, 10 mai 2022, n°16, p. 37 : violences, agent de l'administration pénitentiaire
- 61) Crim., 2 fév. 2022 : *Gaz.Pal.*, 10 mai 2022, n°16, p. 38 : récidive, conflit de lois dans le temps
- 62) Crim., 8 fév. 2022 : *Gaz.Pal.*, 10 mai 2022, n°16, p. 39 : homicide involontaire, obligation de sécurité, faute
- 63) Crim., 16 mars 2022 : *Gaz.Pal.*, 10 mai 2022, n°16, p. 43 : détourn. fonds publics, libre disposition des fonds
- 64) Crim., 9 nov. 2021 : *Gaz.Pal.*, 22 fév. 2022, n°6, p. 45 : portée d'1 réserve constitutionnelle d'interprétation
- 65) Crim., 16 nov. 2021 : *Gaz.Pal.*, 22 fév. 2022, n°6, p. 51 : violence par captation d'images de policiers
- 66) Crim., 5 oct. 2021 : *Gaz.Pal.*, 22 fév. 2022, n°6, p. 53 : discrédit sur la justice, tous coauteurs
- 67) Crim., 11 août 2021 : *Gaz.Pal.*, 23 nov. 2021, n°41, p. 51 : mandat d'arrêt européen, remise, irresponsable
- 68) Crim., 7 sept. 2021 : *Gaz.Pal.*, 23 nov. 2021, n°41, p. 52 : responsabilité société mère ; crime c/ l'humanité
- 69) Crim., 15 sept. 2021, 2 arrêts : *Gaz.Pal.*, 23 nov. 2021, n°41, p. 57 : blanchiment, origine, présomption
- 70) Crim., 15 sept. 2021 : *Gaz.Pal.*, 23 nov. 2021, n°41, p. 59 : détournement de bien confisqué, intention
- 71) Crim., 14 avr. 2021 : *Gaz.Pal.*, 31 août 2021, n°29, p. 45 : effet du Brexit sur les condamnations antérieures
- 72) Crim., 1^{er} juin 2021 : *Gaz.Pal.*, 31 août 2021, n°29, p. 48 : construction sans permis, implication, bénéficiaire
- 73) Crim., 9 juin 2021 : *Gaz.Pal.*, 31 août 2021, n°29, p. 49 : responsabilité pénale CHU, distinction nécessaire
- 74) Crim., 12 mai 2021 : *Gaz.Pal.*, 31 août 2021, n°29, p. 50 : conversion de peine, application dans le temps
- 75) Crim., 12 mai 2021 : *Gaz.Pal.*, 31 août 2021, n°29, p. 51 : détention et séquestration illégale, question unique
- 76) CEDH, 19 janv. 2021, *Lacatus c/ Suisse* : *Gaz.Pal.*, 11 mai 2021, n°18, p. 46 : nécessité de l'incrimination
- 77) Crim., 13 janv. 2021 : *Gaz.Pal.*, 11 mai 2021, n°18, p. 48 : tentative de tentative, attente avec une arme
- 78) Crim., 3 mars 2021 : *Gaz.Pal.*, 11 mai 2021 ? n°18, p. 49 : confiscation des scellés, précision sur l'objet
- 79) CEDH, 19 janv. 2021, *Timofeyev et Postupkin c/ Russie* : *Gaz.Pal.*, 11 mai 2021, n°18, p. 50 : suivi postpénal
- 80) Cass. crim., 3 mars 2021, n°19-87139 : *Gaz.Pal.*, 11 mai 2021, n°18, p. 53 : agression sexuelle, magnétisme
- 81) Crim., 25 nov. 2020 : *Gaz.Pal.*, 16 fév. 2021, n°7, p. 52 : transfert de responsabilité, fusion-absorption
- 82) Crim., 16 déc. 2020 : *Gaz.Pal.*, 16 fév. 2021, n°7, p. 53 : interdiction du territoire, proportionnalité, contrôle
- 83) Crim., 16 déc. 2020 : *Gaz.Pal.*, 16 fév. 2021, n°7, p. 54 : circonstance de réunion, action indéterminée
- 84) Crim., 16 déc. 2020 : *Gaz.Pal.*, 16 fév. 2021, n°7, p. 55 : participation à un groupe violent, preuve du projet
- 85) Crim., 10 nov. 2020 : *Gaz.Pal.*, 16 fév. 2021, n°7, p. 57 : bruits diurnes, caractère injurieux, preuve
- 86) Crim., 9 déc. 2020 : *Gaz.Pal.*, 16 fév. 2021, n°7, p. 58 : détournement de fonds publics par pers. privée
- 87) Crim., 9 sept. 2020 : *Gaz.Pal.*, 17 nov. 2020, n°40, p. 43 : *ne bis in idem*, faits successifs, non indivisibles
- 88) Crim., 8 sept. 2020 : *Gaz.Pal.*, 17 nov. 2020, n°40, p. 45 : homicide involontaire, défaillance du formateur
- 89) Crim., 8 sept. 2020 : *Gaz.Pal.*, 17 nov. 2020, n°40, p. 46 : aide à l'usage de stupéfiants, trafic d'ordonnances
- 90) Crim., 2 sept. 2020 : *Gaz.Pal.*, 17 nov. 2020, n°40, p. 47 : harcèlement moral du conjoint, cumul délit général
- 91) Crim., 9 sept. 2020 : *Gaz.Pal.*, 17 nov. 2020, n°40, p. 53 : favoritisme, irrégularité dans l'exécution
- 92) Crim., 17 juin 2020 : *Gaz.Pal.*, 1^{er} sept. 2020, n°29, p. 47 : circonstance unique aggravant deux infractions
- 93) Crim., 22 avril 2020 : *Gaz.Pal.*, 1^{er} sept. 2020, n°29, p. 48 : bande organisée et association de malfaiteurs
- 94) Crim., 17 juin 2020 : *Gaz.Pal.*, 1^{er} sept. 2020, n°29, p. 50 : impossible aménagement d'un emprisonnement
- 95) Crim., 22 avril 2020 : *Gaz.Pal.*, 1^{er} sept. 2020, n°29, p. 51 : absence de motivation de la peine obligatoire
- 96) Crim., 21 avril 2020 : *Gaz.Pal.*, 1^{er} sept. 2020, n°29, p. 52 : inscription rétroactive au Fijait
- 97) Crim., 17 juin 2020 : *Gaz.Pal.*, 1^{er} sept. 2020, n°29, p. 54 : proxénétisme et établissement de prostitution
- 98) Crim., 29 janv. 2020 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 46 : complicité de favoritisme faute de vérification

- 99) Crim., 4 déc. 2019 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 49 : blanchiment et présomption d'infraction d'origine
- 100) Crim., 22 janv. 2020 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 50 : incendie d'un immeuble et homicide volontaire
- 101) Crim., 18 déc. 2019 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 52 : détournement de fonds publics par régisseur
- 102) Crim., 15 janv. 2020 : *Gaz.Pal.*, 12 mai 2020, n°18, p. 53 : délit d'ingérence, avis préalable d'un maire
- 103) Crim., 27 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 47 : application immédiate d'une loi interprétative
- 104) Crim., 27 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 50 : viol aggravé par torture ou actes de barbarie
- 105) Crim., 27 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 51 : limite à la motivation de la peine criminelle
- 106) Crim., 27 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 54 : non représentation d'enfant et atteinte à la justice
- 107) Crim., 20 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 57 : preuve expresse de l'intention en matière d'ABS
- 108) Crim., 26 nov. 2019 : *Gaz.Pal.*, 4 fév. 2020, n°5, p. 58 : prise illégale d'intérêt par recrutement d'un proche
- 109) Crim., 3 sept. 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 40 : responsabilité pénale, personne morale, organe salarié
- 110) Crim., 19 juin 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 43 : délaissement, abandon à domicile, absence d'acte positif
- 111) Crim., 11 sept. 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 46 : fraude fiscale, cumul de sanctions ; blanchiment
- 112) Crim., 12 juin 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 48 : fraude prestations sociales, continuité d'incriminations
- 113) Crim., 25 juin 2019 : *Gaz.Pal.*, 19 nov. 2019, p. 49 : fausse attestation, fait matériellement inexact ou opinion
- 114) Crim., 9 mai 2019 : *Gaz.Pal.*, 3 sept. 2019, p. 41 : motivation de la peine criminelle
- 115) Crim., 10 avril 2019 : *Gaz.Pal.*, 3 sept. 2019, p. 42 : assimilation de la période de sûreté à la peine
- 116) Crim., 27 mars 2019 : *Gaz.Pal.*, 3 sept. 2019, p. 45 : harcèlement, preuve par la circonstance aggravante
- 117) Crim. 16 avril et 20 mars 2019 : *Gaz.Pal.*, 3 sept. 2019, p. 48 : abus de faiblesse et enrichissement personnel
- 118) Crim., 29 janv. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 51 : exception d'illégalité d'un règlement autonome
- 119) Crim., 8 janv. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 52 : rappel d'une condamnation amnistiée, intention
- 120) Crim., 15 janv. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 53 : motivation de la peine infligée à une personne morale
- 121) Crim., 5 mars 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 54 : administration d'une substance nuisible à la santé, sida
- 122) Crim., 19 fév. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 57 : dénonciation calomnieuse, fait justifié, mauvaise foi
- 123) Crim., 20 fév. 2019 : *Gaz.Pal.*, 7 mai 2019, p. 62 : association de malfaiteurs, organisation terroriste
- 124) Crim., 16 oct. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 45 : justification par tolérance administrative
- 125) Crim., 6 nov. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 46 : responsabilité pénale de la commune du fait d'un préposé
- 126) Crim., 4 sept. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 48 : proportionnalité de la révocation du sursis
- 127) Crim., 17 oct. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 49 : agression sexuelle, preuve du défaut de consentement
- 128) Crim., 24 oct. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 54 : faux document délivré par une administration
- 129) Crim., 12 sept. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 55 : favoritisme et abus de confiance d'un directeur de CHU
- 130) Crim., 24 oct. 2018 : *Gaz.Pal.*, 5 fév. 2019, p. 56 : détournement de fonds publics par réaffectation
- 131) Crim., 26 juin 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 44 : commune responsable, activité non délégable
- 132) Crim., 25 juill. 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 48 : violence psychologique ou harcèlement moral ?
- 133) Crim., 5 sept. 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 50 : détention de stupéfiants, matérialité du délit
- 134) Crim., 20 juin 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 51 : abandon moral d'enfants par fanatisme
- 135) Crim., 20 juin 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 52 : dégradation d'un bien, artiste modifiant son œuvre
- 136) Crim., 11 juill. 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 54 : détournement de bien public, parlementaires
- 137) Crim., 27 juin 2018 : *Gaz.Pal.*, 6 nov. 2018, p. 55 : prise illégale d'intérêt, réserve parlementaire
- 138) Crim., 3 mai 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 37 : erreur sur le droit ou défaut d'intention ?
- 139) Crim., 7 mai 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 38 : redevable d'une amende routière au second degré
- 140) Crim., 4 avril 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 39 : proportionnalité de l'interdiction de gérer
- 141) Crim., 28 mars 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 41 : rétention de sûreté, conditions du prononcé
- 142) Crim., 9 mai 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 43 : agression sexuelle autre que le viol ou violence ?
- 143) Crim., 30 mai 2018 : *Gaz.Pal.*, 24 juill. 2018, p. 47 : usage de faux et escroquerie, action unique
- 144) Crim., 28 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 54 : réhabilitation judiciaire et interdiction du territoire
- 145) Crim., 28 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 56 : pas de motivation de la dispense de peine
- 146) Crim., 28 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 57 : pas de séquestration du salarié suspecté de vol
- 147) Crim., 28 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 60 : filouterie d'aliments du client impécunieux
- 148) Crim., 23 fév. 2018 : *Gaz.Pal.*, 30 avril 2018, p. 61 : bloquer une porte suffit à caractériser la rébellion

- 149) Crim., 24 oct. et 14 nov. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2018, p. 45 : responsabilité pénale des communes
- 150) Crim., 22 nov. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2018, p. 46 : motivation de la peine mais pas de ses modalités
- 151) Crim., 15 nov. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2018, p. 47 : motivation de la peine sans autres investigations
- 152) Crim., 7 nov. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2018, p. 48 : l'amende en rapport avec le profit retiré du délit
- 153) Crim., 25 oct. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2018, p. 52 : trafic d'influence par remise d'information
- 154) Crim., 24 oct. 2017 : *Gaz.Pal.*, 23 janv. 2018, p. 53 : bénéficiaire des travaux effectués sans permis

- 155) Crim., 11 juill. 2017 : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 43 : interdiction du territoire, conditions, preuve
- 156) Crim., 11 juill. 2017 : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 44 : confusion de peine après réduction de droit
- 157) Crim., 11 juill. 2017 : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 45 : confusion facultative de peine, critères
- 158) Crim., 11 juillet, 28 juin et 11 juill. 2017, *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 46 : motivation, peine, intensité variable
- 159) Crim., 11 juill. 2017 : *Gaz.Pal.*, 24 oct. 2017, p. 48 : bavure policière, commune imprudence

- 160) Crim., 15 mars 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 51 : coups mortels ou meurtre, intention
- 161) Crim., 3 mai 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 52 : cumul idéal de qualifications, sanction
- 162) Crim., 22 mars 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 53 : motivation de la peine, éléments fournis
- 163) Crim., 4 mai 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 55 : élévation quantum de la peine en appel, justifications
- 164) Crim., 19 avril 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 56 : exposition à un risque de mort, violation délibérée
- 165) Crim., 10 mai 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 57 : atteintes à un Stad et au secret des correspondances
- 166) Crim., 28 mars 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 60 : critères de l'infraction politique par nature
- 167) Crim., 20 avril 2017 : *Gaz.Pal.*, 18 juill. 2017, p. 61 : détournement de fonds publics, prescription

- 168) Crim., 17 janv. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 43 : légitime défense indépendamment de ses suites
- 169) Crim., 8 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 46 : corruption de mineurs et SMS pornographiques
- 170) Crim., 21 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 47 : violence de celui qui veut bien faire
- 171) Crim., 21 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 48 : risques causés à autrui, accident de chasse
- 172) Crim., 31 janv. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 51 : démolition de la construction illégale et vie privée
- 173) Crim., 21 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 52 : provocation à la rébellion en demandant de l'aide
- 174) Crim., 22 fév. 2017 : *Gaz.Pal.*, 25 avril 2017, p. 53 : détournement de fonds publics par négligence

- 175) Crim., 16 nov. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 43 : infraction contre un navire français, loi applicable
- 176) Crim., 16 nov. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 47 : faux concours réel d'infractions
- 177) Crim., 28 sept. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 50 : extension du champ du recel par l'escroquerie
- 178) Crim., 3 nov. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 52 : contrainte morale consciente dans l'extorsion
- 179) Crim., 7 oct. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 53 : association de malfaiteurs terroriste, intention
- 180) Crim., 18 oct. 2016 : *Gaz.Pal.*, 24 janv. 2017, p. 54 : dénonciation mensongère, inutiles recherches

- 181) Crim., 28 juin 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 47 : violences involontaires reprochables à une commune
- 182) Crim., 29 juin 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 50 : insolvabilité fictive, organisation frauduleuse
- 183) Crim., 29 juin 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 53 : concussion, rémunération induue, épargne temps
- 184) Crim., 12 juill. 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 54 : corruption passive, favoritisme, 1 fait, 2 infractions
- 185) Crim., 12 juill. 2016 : *Gaz.Pal.*, 4 oct. 2016, p. 55 : prise illégale d'intérêt, découverte, prescription

- 186) Crim., 30 mars 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 51 : montage TV, atteinte à la vie privée, escroquerie
- 187) Crim., 12 avril 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 52 : dénonciation calomnieuse, débat d'intérêt général
- 188) Crim., 13 avril 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 53 : violation de domicile, emploi de certains moyens
- 189) Crim., 23 mars 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 54 : extorsions, avances forcées, prêt, remboursement
- 190) Crim., 31 mars 2016 : *Gaz.Pal.*, 19 juill. 2016, p. 56 : menaces, lien hypertexte, communication à autrui

- 191) Crim., 2 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 54 : prescription, rétroactivité de la jurisprudence
- 192) Crim., 3 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 55 : directive mal transposée inopposable au délinquant
- 193) Crim., 16 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 56 : légitime défense excluant toute indemnisation
- 194) Crim., 17 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 57 : motivation de l'emprisonnement ferme
- 195) Crim., 17 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 59 : usurpation d'identité, intention, escroquerie
- 196) Crim., 17 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 60 : activité d'intermédiaire en vue de l'adoption
- 197) Crim., 16 fév. 2016 : *Gaz.Pal.*, 26 avril 2016, p. 64 : bénéficiaire d'une construction sans permis

- 198) Crim., 14 oct. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 47 : personne morale, responsabilité pénale, profit
- 199) Crim., 10 nov. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 51 : peine alternative à l'emprisonnement, substitution
- 200) Crim., 27 oct. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 52 : abus de faiblesse, état de sujétion, violences
- 201) Crim., 4 nov. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 53 : agression sexuelle, contrainte morale, jeune âge

- 202) Crim., 18 nov. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 54 : harcèlement sexuel, situation offensante, preuve
- 203) Crim., 12 nov. 2015 : *Gaz.Pal.*, 26 janv. 2016, p. 56 : usurpation d'identité, risque de poursuites pénales
- 204) Crim., 9 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 26 : abandon de famille, non perception des chèques
- 205) Crim., 15 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 27 : excuse atténuante d'altération du discernement
- 206) Crim., 8 juill. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 31 : assassinat par moyens multiples et successifs
- 207) Crim., 8 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 32 : fichier informatique, déclaration nécessaire
- 208) Crim., 22 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 33 : propos menaçant, geste, réitération insuffisante
- 209) Crim., 8 sept. 2015 : *Gaz.Pal.*, 1-3 nov. 2015, p. 36 : absence d'outrage, propos non adressé à l'intéressé
- 210) Crim., 5 mai et 2 juin 2015 : *Gaz.Pal.*, 9-11 août 2015, p. 21 : personnes morales poursuivies
- 211) Crim., 13 mai 2015 : *Gaz.Pal.*, 9-11 août 2015, p. 22 : inscription au FIJAIS rétroactive
- 212) Crim., 28 mai 2015 : *Gaz.Pal.*, 9-11 août 2015, p. 24 : abandon de famille 2 mois après non-conciliation
- 213) Crim., 2 juin 2015 : *Gaz.Pal.*, 9-11 août 2015, p. 29 : association de malfaiteurs et faits postérieurs
- 214) Crim., 25 fév. 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 36 : complicité *a posteriori*
- 215) Crim., 24 fév. 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 37 : légitime défense d'un père par son fils
- 216) Crim., 18 fév. 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 41 : défaut de consentement, agression sexuelle
- 217) Crim., 17 mars 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 43 : atteinte au secret professionnel non clandestine
- 218) Crim., 18 mars 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 44 : arrestation, enlèvement et séquestration illégale
- 219) Crim., 17 mars 2015 : *Gaz.Pal.*, 17-19 mai 2015, p. 46 : intention de blanchir un produit délictueux
- 220) Crim., 9 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 28 : intention déduite de l'absence de contestation
- 221) Crim., 16 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 29 : responsabilité pénale d'un hôpital non présumée
- 222) Crim., 9 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 30 : stage de citoyenneté non consenti ni imposé
- 223) Crim., 9 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 32 : fausseté de la dénonciation de faits non commis
- 224) Crim., 10 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 33 : menaces de meurtre adressée à des tiers
- 225) Crim., 10 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 34 : détention et cession de stupéfiants en concours
- 226) Crim., 16 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 34 : abus de faiblesse par détournement de legs
- 227) Crim., 16 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 37 : incendie involontaire mais conscient
- 228) Crim., 17 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 38 : blanchiment du produit d'un abus de bien social
- 229) Crim., 17 déc. 2014 : *Gaz.Pal.*, 22-24 fév. 2015, p. 39 : 2 espèces, fraudes à l'assurance maladie
- 230) Crim., 11 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 28 : manquement à une obligation particulière
- 231) Crim., 17 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 29 : justification par renvoi d'une loi au règlement
- 232) Crim., 23 juill. 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 30 : intention déduite de l'absence d'erreur de droit
- 233) Crim., 11 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 32 : peines privatives ou restrictives de droit, statut
- 234) Crim., 11 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 19-21 oct. 2014, p. 36 : mauvais traitement à animal, intention, preuve
- 235) Crim., 30 avril 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 23 : compétence territoriale, indivisibilité des faits
- 236) Crim., 29 avril 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 24 : prise illégale d'intérêt, infraction continue
- 237) Crim., 27 mai 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 26 : construction sans permis, prescription, départ
- 238) Crim., 3 juin 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 26 : responsabilité CHU, violences involontaires
- 239) Crim., 21 mai 2014 : *Gaz.Pal.*, 27-29 juill. 2014, p. 26 : association, dirigeant de fait, terrorisme
- 240) Crim., 25 mars 2014 : *Gaz.Pal.*, 11-13 mai 2014, p. 31 : délégation de pouvoirs, représentation pers.mo.
- 241) Crim., 19 mars 2014 : *Gaz.Pal.*, 11-13 mai 2014, p. 38 : faux matériel ne valant pas titre
- 242) Crim., 23 oct. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 25 : compétence territoriale, dénonciation à l'étranger
- 243) Crim., 29 oct. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 26 : rétroact. *in mitius*, cumul idéal de qualifications
- 244) Crim., 30 oct. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 27 : conventionnalité déduite de la constitutionnalité
- 245) Crim., 30 oct. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 28 : compétence territoriale, complicité à l'étranger
- 246) Crim., 6 nov. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 29 : compétence personnelle passive, retrait de plainte
- 247) Crim., 6 nov. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p. 30 : communication des circ. aggrav. au complice
- 248) Crim., 14 nov. 2013 : *Gaz.Pal.*, 9-11 fév. 2014, p.36 : faux, absence de préjudice, repentir actif
- 249) Crim., 11 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 25 : présomption de faute délibérée dans l'entreprise
- 250) Crim., 11 et 18 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 26 : resp. pers. morale, preuve ou présomption
- 251) Crim., 25 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 27 : délégation de pouvoirs non exonératoire
- 252) Crim., 26 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 28 : élément moral, contravention, force majeure
- 253) Crim., 18 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 29 : cumul, peines contraventionnelles, même action
- 254) Crim., 4 mai 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 33 : non-assistance à personne en péril, appel secours

- 255) Crim., 25 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 34 : harcèlement sexuel présumé moral
- 256) Crim., 19 juin 2013 : *Gaz.Pal.*, 13-15 oct. 2013, p. 36 : abus de confiance, temps de travail détourné ?
- 257) Crim., 16 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 24 : irrecevabilité moyen nouveau CEDH
- 258) Crim., 3 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 25 : localisation en France d'un hebdo étranger
- 259) Crim., 4 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 26 : localisation en France de proxénètes étrangers
- 260) Crim., 3 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 28 : poursuite du dirigeant au moment des faits
- 261) Crim., 3 avril (2 arrêts) et 16 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 29 : resp. pén. personne morale
- 262) Crim., 10 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 30 : personne morale et dirigeant de fait
- 263) Crim., 16 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 33 : faute caractérisée et conscience du risque
- 264) Crim., 23 avril 2013 : *Gaz.Pal.*, 21-23 juill. 2013, p. 34 : causalité certaine d'une faute mortelle
- 265) Crim., 20 fév. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 25 : légalité de la corruption de mineurs
- 266) Crim., 15 et 22 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 26 : responsabilité des personnes morales
- 267) Crim., 12 mars 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 27 : usage de son arme par un gendarme
- 268) Crim., 8 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 28 : preuve du défaut de consentement en cas de viol
- 269) Crim., 16 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 31 : exception de groupe en matière d'ABS
- 270) Crim., 30 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 34 : prise illégale d'intérêt, gérant d'association
- 271) Crim., 27 janv. 2013 : *Gaz.Pal.*, 8-11 mai 2013, p. 34 : prise illégale d'intérêt par abstention d'un maire
- 272) Crim., 3 oct. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 29 : qualité de l'incrimination et office du juge
- 273) Crim., 16 oct. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 30 : auteur intellectuel et dénonciation calomnieuse
- 274) Crim., 20 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 34 : communication des circonstances aggravantes
- 275) Crim., 20 nov. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 38 : loterie publicitaire et pratique com. trompeuse
- 276) Crim. 7 nov. 2012 et Crim., 5 déc. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 39 : favoritisme
- 277) Crim., 10 oct. 2012 : *Gaz.Pal.*, 8-9 fév. 2013, p. 40 : concussion, retard de recouvrement d'une créance
- 278) Crim., 6 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 35 : image pornographique d'un mineur, QPC, refus
- 279) Crim., 6 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 34 : meurtre, intention de tuer, autrui
- 280) Crim., 26 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 33 : état de nécessité imaginaire, refus
- 281) Crim., 26 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 32 : légitime défense imaginaire, disproportion
- 282) Crim., 12 juin 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 30 : personne morale, représentation, responsabilité
- 283) Crim., 11 juill. 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 29 : entrave à l'application de la loi, QPC, refus
- 284) Crim., 22 août 2012 : *Gaz.Pal.*, 26-27 oct. 2012, p. 28 : entrave aux libertés publiques, QPC, refus
- 285) Crim., 8 fév. 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 27 : atteinte à la liberté, retenue douanière
- 286) Crim., 7 mars 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 27 : prise illégale d'intérêt, détournement de salariés
- 287) Crim., 7 mars 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 26 : fausse attestation dans son propre intérêt
- 288) Crim., 3 mai 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 25 : usage de faux, production forcée en justice
- 289) Crim., 16 mai 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 25 : abus de bien social, détournement de pouvoirs
- 290) Crim., 8 fév. 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 21 : abus de faiblesse, préjudice, preuve
- 291) Crim., 7 fév. 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 19 : dégradation involontaire d'un bien de sa société
- 292) Crim., 11 avril 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 19 : personne morale, fait de l'organe, preuve
- 293) Crim., 9 mai 2012 : *Gaz.Pal.*, 27-28 juill. 2012, p. 18 : loi de forme, application, confiscation
- 294) Crim., 14 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 36 : favoritisme, fractionnement, intention
- 295) Crim., 18 janv. 2012 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 34 : dégradation involontaire, manquement
- 296) Crim., 13 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 30 : peine plancher, récidive, infraction aggravée
- 297) Crim., 13 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 28 : légitime défense, effraction, présomption
- 298) Crim., 6 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 20-21 avril 2012, p. 27 : accident du travail, responsabilité sous-traitant
- 299) Crim., 16 fév. 2012 : *Gaz.Pal.*, 18-19 avril 2012, p. 18 : unité des fautes civile et pénale
- 300) Crim., 4 janv. 2012 : *Gaz.Pal.*, 18-19 avril 2012, p. 19 : agressions sexuelles, défaut de consentement
- 301) Crim., 6 déc. 2011 : *Gaz.Pal.*, 18-19 avril 2012, p. 19 : harcèlement moral, rapport hiérarchique, résultat
- 302) Crim., 9 nov. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 31 : loi applicable, territorialité, proxénétisme
- 303) Crim., 11 oct. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 32 : personne morale, responsabilité, organe salarié
- 304) Crim., 1^{er} sept. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 33 : abus d'autorité, circonstance aggravante
- 305) Crim., 25 oct. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 36 : vie privée, lieu, synagogue
- 306) Crim., 16 nov. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 40 : abus de confiance, bien, information
- 307) Crim., 20 sept. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 41 : tromperie, intention, preuve
- 308) Crim., 20 juill. 2011 : *Gaz.Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 41 : faux, écriture publique, correctionnalisation

- 309) Crim., 6 sept. 2011 : *Gaz. Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 42 : faux, préjudice, action civile
 310) Crim., 15 nov. 2011 : *Gaz. Pal.*, 13-14 janv. 2011, p. 42 : usurpation de titre, profession réglementée
- 311) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz. Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 12 : complicité, révision, relaxe de l'auteur principal
 312) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz. Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 13 : complicité, circonstances aggravantes
 313) Crim., 28 juin 2011 : *Gaz. Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 17 : pratiques commerciales trompeuses, preuve
 314) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz. Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 18 : corruption d'employé, actes de la fonction
 315) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz. Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 19 : détournement de biens publics, qualité de l'agent
 316) Crim., 16 juin 2011 : *Gaz. Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 20 : corruption passive, qualité, intention
 317) Crim., 29 juin 2011 : *Gaz. Pal.*, 9-10 nov. 2011, p. 21 : favoritisme, trafic d'influence, intérêt moral
- 318) Crim., 5 avril 2011 : *Gaz. Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 14 : rétroactivité, disposition interprétative
 319) Crim., 28 avril 2011 : *Gaz. Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 17 : emprisonnement converti en jours-amende
 320) Crim., 29 mars 2011 : *Gaz. Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 18 : fourniture de services non rémunérés
 321) Crim., 27 avril 2011 : *Gaz. Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 19 : non-dénonciation de sévices par un médecin
 322) Crim., 4 mai 2011 : *Gaz. Pal.*, 27-28 juill. 2011, p. 21 : trafic d'influence par particulier, conseil
- 323) Crim., 26 janv. 2011 : *Gaz. Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 22 : corruption active, trafic d'influence (dist.)
 324) Crim., 15 déc. 2010 : *Gaz. Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 22 : concussion, prescription, remises successives
 325) Crim., 25 janv. 2011 : *Gaz. Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 20 : harcèlement moral et violences (dist.)
 326) Crim., 1^{er} déc. 2010 : *Gaz. Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 16 : cumul idéal de qualifications (faux et ABS)
 327) Crim., 14 déc. 2010 : *Gaz. Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 14 : responsabilité, communauté de communes
 328) Crim., 15 fév. 2011 : *Gaz. Pal.*, 13-14 avril 2011, p. 13 : légalité, renvoi, erreur sur le droit
- 329) Crim., 6 oct. 2010 : *Gaz. Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 23 : escroquerie au jugement
 330) Crim., 20 oct. 2010 : *Gaz. Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 22 : abus de confiance, interposition de personnes
 331) Crim., 21 sept. 2010 : *Gaz. Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 20 : harcèlement sexuel et violences volontaires
 332) Crim., 26 oct. 2010 : *Gaz. Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 19 : pluralité de dommages causés par une seule faute
 333) Crim., 20 oct. 2010 : *Gaz. Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 19 : motivation de l'emprisonnement sans sursis
- 334) Cons. const., déc. 2010-66, QPC du 26 nov. 2010 : *Gaz. Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 18 : proportionnalité
 335) Crim., 26 oct. 2010 : *Gaz. Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 16 : responsabilité du chef d'entreprise
 336) Crim., 27 oct. 2010 : *Gaz. Pal.*, 5-6 janv. 2011, p. 16 : annulation de l'acte administratif dont la violation était incriminée
- 337) Crim., 14 sept. 2010 : *Gaz. Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 17 : dénonc. calomnieuse, présomption de fausseté
 338) Crim., 22 juin 2010 : *Gaz. Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 17 : dégradation d'un bien, maïs transgénique
 339) Crim., 7 sept. 2010 : *Gaz. Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 20 : homicide involontaire, faute caractérisée
 340) Crim., 1^{er} sept. 2010 : *Gaz. Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 22 : harcèlement moral, agissements répétés
 341) Crim., 4 mai 2010 : *Gaz. Pal.*, 17-18 nov. 2010, p. 22 : sévices ou actes de cruauté, animaux, abandon
- 342) Crim., 12 mai 2010 : *Gaz. Pal.*, 28-29 juill. 2010, p. 17 : application dans le temps
 343) Crim., 26 mai 2010 : *Gaz. Pal.*, 28-29 juill. 2010, p. 18 : application dans l'espace
 344) Cons. const., n°2010-6/7 QPC du 11 juin 2010 : *Gaz. Pal.*, 28-29 juill. 2010, p. 20 : peine accessoire
 345) Crim., 26 mai 2010 : *Gaz. Pal.*, 28-29 juill. 2010, p. 24 : dénonciation calomnieuse
- 346) Crim., 20 janv. 2010 : *Gaz. Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 22 : période de sûreté
 347) Crim., 20 janv. 2010 : *Gaz. Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 23 : motivation de la peine
 348) Crim., 19 janv. 2010 : *Gaz. Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 24 : diffamation, bonne foi
 349) Crim., 13 janv. 2010 : *Gaz. Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 22 : abus de confiance
 350) Crim., 12 janv. 2010 : *Gaz. Pal.*, 24-25 mars 2010, p. 22 : incendie involontaire

VI. – AUTRES PUBLICATIONS

A. – Éditoriaux et coordination de dossiers thématiques *(Gazette du Palais en droit pénal)*

- 1) Edition du 20 mai 2025, p. 37 et s., coordination du dossier : « *Droit pénal des étrangers* »
- 2) Edition du 11 fév. 2025, p. 34, éditorial : « *La redéfinition du viol : une faillite pour le droit civil* »

- 3) Edition du 5 nov. 2024, p. 33 et s. : coordination du dossier « *L'absence de consentement dans la définition des agressions sexuelles* »
- 4) Edition du 23 juillet 2024, p. 33, éditorial : « *L'emprisonnement justifié au seul motif qu'un prévenu ne reconnaît pas les faits ?* »
- 5) Edition du 7 mai 2024, p. 29 et s., coordination du dossier « *Le harcèlement dans tous ses états* »
- 6) Edition du 13 fév. 2024, p. 34, éditorial : « *Rééquilibrage dans l'approche européenne du principe de légalité* »
- 7) Edition du 28 nov. 2023, p. 59 et s., coordination du dossier « *Domicile et droit pénal* »
- 8) Edition du 5 sept. 2023, p. 37, éditorial : « *Le Conseil constitutionnel et les valeurs protégées* »
- 9) Edition du 14 fév. 2023, p. 34, éditorial : « *Outrage sexiste ou outrage à la raison ?* »
- 10) Edition du 29 nov. 2022, p. 59 et s., coordination du dossier : « *Droit pénal de l'urbanisme* »
- 11) Edition du 6 sept. 2022, p. 35, éditorial : « *Supplice de la loi nouvelle plus douce non encore applicable...* »
- 12) Edition du 22 févr. 2022, p. 41, éditorial : « *Folie que de juger les fous !* »
- 13) Edition du 10 mai 2022, p. 55 et s., coordination du dossier : « *La condamnation pénale* »
- 14) Edition du 31 août 2021, p. 44, éditorial : « *S'exhiber aujourd'hui, c'est aussi ne rien montrer !* »
- 15) Edition du 11 mai 2021, p. 52 et s., coordination du dossier : « *La dénonciation* »
- 16) Edition du 16 fév. 2021, p. 47, éditorial : « *Comparution immédiate et droit de la presse : dans quels cas ?* »
- 17) Edition du 17 novembre 2020, p. 65 et s., coordination du dossier : « *L'espace public et droit pénal* »
- 18) Edition du 1^{er} sept. 2020, p. 45, éditorial : « *Pas d'autre mesure de sûreté pour les terroristes !* »
- 19) Edition du 12 mai 2020, p. 66 et s. : coordination du dossier : « *Le futur code de la justice pénale des mineurs* »
- 20) Edition du 4 fév. 2020, p. 46, éditorial : « *Géolocalisation du mari méchant* »
- 21) Edition du 19 nov. 2019, p. 62 et s. : coordination du dossier : « *La peine dans la loi du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022* »
- 22) Edition du 3 sept. 2019, p. 38, éditorial : « *Application différée de la loi : que reste-t-il de la rétroactivité in mitius ?* »
- 23) Edition du 7 mai 2019, p. 76 et s. : coordination du dossier : « *Les infractions en matière de stupéfiants* »
- 24) Edition du 5 février 2019, p. 41, éditorial : « *Droit pénal : la disgrâce ?* »
- 25) Edition du 6 novembre 2018, p. 65 et s. : coordination du dossier : « *La confiscation* »
- 26) Edition du 24 juillet 2018, p. 36, éditorial : « *Une réforme des seules chambres civiles de la Cour de cassation ?* »
- 27) Edition du 30 avril 2018, p. 74 et s. : coordination du dossier : « *L'outrage* »
- 28) Edition du 23 janvier 2018, p. 40 : éditorial : « *Meilleurs vœux d'harmonie entre femmes et hommes...* »
- 29) Edition du 24 octobre 2017, p. 64 et s. : coordination du dossier : « *La proportionnalité en matière pénale* »
- 30) Edition du 18 juillet 2017, p. 49 : éditorial : « *Menacer de peines suffira-t-il à rétablir la confiance ?* »
- 31) Edition du 25 avril 2017, p. 63 et s., coordination du dossier : « *Aspects pénaux de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté* »
- 32) Edition du 24 janv. 2017, p. 40 : éditorial : « *Réforme de la prescription, le baiser empoisonné* »
- 33) Edition du 4 octobre 2016, p. 63 et s., coordination du dossier : « *Le contrôle exercé par la Cour de cassation en matière pénale* »
- 34) Edition du 19 juillet 2016, p. 39 : éditorial : « *Bas les marques : retour à la loi du plus fort !* »
- 35) Edition du 26 avril 2016, p. 74 et s. : coordination du dossier : « *Le prononcé d'une peine d'emprisonnement* »
- 36) Edition du 26 janvier 2015, p. 43 : éditorial : « *Terrorisme : le sens de la peine ?* »
- 37) Edition du 3 novembre 2015, p. 4 et s., coordination du dossier : « *L'imputation de l'infraction* »
- 38) Edition du 17 mai 2015, p. 3 : éditorial : « *Lutte contre le racisme : oui, mais pas trop !* » et coordination du dossier : « *La prescription de l'action publique* »
- 39) Edition du 24 fév. 2015, p. 3 : éditorial : « *Terrorisme ou vengeance privée ?* » et coordination du dossier : « *Loi du 13 novembre 2014 renforçant la lutte contre le terrorisme* »
- 40) Edition du 19 oct. 2014, p. 3, éditorial : « *Une bien étrange décision...* » et coordination du dossier : « *Loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales* »
- 41) Edition du 27 juill. 2014, p. 3, éditorial : « *Les pas du sénateur...* »
- 42) Edition du 11 mai 2014, p. 4 et s., coordination du dossier : « *Le profit tiré de l'infraction* »
- 43) Edition du 11 fév. 2014, p. 3, éditorial : « *L'individualisation encadrée ?* »
- 44) Edition du 13 oct. 2013, p. 4 et s., coordination du dossier : « *La violence dans les infractions contre les biens* »
- 45) Edition du 21 juill. 2013, p. 3, éditorial : « *La Caisse des dépôts et consignations à l'abri...* »
- 46) Edition du 8 mai 2013, p. 4 et s., coordination du dossier : « *La lutte contre les discriminations* »
- 47) Edition du 8 fév. 2013, p. 3, éditorial : « *Comment dire son opposition au mariage pour tous ?* »
- 48) Edition du 26 oct. 2012, p. 4 et s., coordination du dossier : « *Les infractions sexuelles autres que le viol* »
- 49) Edition du 27 juill. 2012, p. 3, éditorial : « *Rancœur et droit pénal ?* »
- 50) Edition du 21 avril 2012, p. 4 et s., coordination du dossier : « *Manquements au devoir de probité* »
- 51) Edition du 14 janv. 2012, p. 3, éditorial : « *Bonne année au droit pénal et à la procédure pénale ?* »

B. – Publications en ligne (Blog du Club des juristes)

- 1) « Délit d'homicide routier : la loi définitivement adoptée par le parlement » : mise en ligne le 4 juillet 2025

- 2) « Le nouveau schéma national de maintien de l'ordre inquiète la liberté de la presse » : mise en ligne le 7 oct. 2020.
- 3) « La Commission européenne présente une évaluation de la mise en œuvre du Code européen de bonnes pratiques contre la désinformation » : mise en ligne le 21 oct. 2020.
- 4) « Affaire Halimi : fin et suite ? » : mise en ligne le 26 avril 2021.
- 5) « Les prostituées organisent la défense de leurs clients à Strasbourg ! » : mise en ligne le 30 avril 2021.